

Sahara occidental : L'Algérie, le Maroc et les États-Unis négocient en Espagne

P.02

Retards des ordres de paiement AADL 3 ; Les enjeux d'une gestion transparente

P.03



Education nationale : Retrait des convocations pour l'entretien oral des concours de recrutement à partir du 8 mars

P.04



Visite de la mission d'information du Conseil de la Nation à Annaba : Etat des lieux des secteurs de la culture, du tourisme et de la jeunesse

P.06



Alger :



Séminaire national sur le
renforcement des capacités
dans le domaine de la
cybersécurité

P.04

Pharmaceutique :



Washington affiche son
intérêt pour le marché
algérien

P.03

Automobile :



Fiat Algérie accélère
l'intégration industrielle
avec de nouveaux
fournisseurs locaux

P.05

SAHARA OCCIDENTAL : L'Algérie, le Maroc et les États-Unis négocient en Espagne

Un nouveau cycle de discussions sur l'avenir du Sahara occidental s'est ouvert à partir d'hier le 8 février à Madrid, marquant une étape importante dans le processus diplomatique relancé récemment par les États-Unis. L'Algérie, le Maroc, la Mauritanie et le Front Polisario sont attendus dans les locaux de l'ambassade américaine en Espagne pour une session de pourparlers qui s'inscrit dans la continuité des rencontres tenues à Washington à la fin du mois de janvier. Initialement destinée à rester confidentielle, l'information a finalement fuité dans la presse espagnole. Dans son édition du samedi 7 février, le journal El Confidencial a révélé la tenue imminente de ces négociations, organisées sous les auspices de Washington. Selon le média

espagnol, les délégations des quatre parties concernées seront représentées au plus haut niveau, avec la participation de leurs ministres des Affaires étrangères respectifs. Négociations sous l'égide de Washington Ces discussions constituent la deuxième phase d'un processus diplomatique relancé par l'administration américaine, qui affiche désormais une implication plus active dans ce dossier vieux de plusieurs décennies. À la manœuvre figure Massad Boulos, conseiller spécial pour l'Afrique du président américain Donald Trump. Ce dernier a récemment qualifié le règlement du conflit du Sahara occidental de « priorité absolue pour les États-Unis », un signal fort qui semble avoir contribué à ramener l'ensemble des protagonistes autour de la table des



négociations. Selon le journaliste espagnol Ignacio Cembrero, Washington chercherait à insuffler une nouvelle dynamique aux discussions, notamment en demandant au Maroc de revoir en profondeur sa proposition d'autonomie. Le même journaliste indique que les autorités marocaines auraient ainsi élaboré un document beaucoup plus détaillé,

passant de trois pages initialement à un texte d'environ 40 pages, destiné à répondre aux attentes américaines et à enrichir le contenu des négociations. La réouverture du vol aérien entre l'Algérie et le Maroc devrait être aussi à l'ordre du jour des négociations. Depuis plus de quatre ans, soit depuis septembre 2021, l'Algérie a interdit la Royale Air Maroc de survol de son territoire. Une décision intervenue, rappelons-le, suite à la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays voisins. Positions divergentes et perspectives d'avenir De leur côté, l'Algérie et le Front Polisario maintiennent une position constante, réaffirmant leur attachement au principe de l'autodétermination du peuple sahraoui. Ils continuent de

réclamer l'application de l'accord conclu il y a 35 ans, qui prévoit l'organisation d'un référendum permettant aux populations concernées de se prononcer sur leur avenir. La Mauritanie, quant à elle, conserve traditionnellement une posture de neutralité, tout en participant aux efforts régionaux visant à parvenir à une solution politique durable. Si ces pourparlers de Madrid suscitent de nombreuses attentes, leur issue reste incertaine. Les divergences entre les positions des différentes parties demeurent profondes, malgré la volonté affichée des États-Unis de jouer un rôle de facilitateur actif. Toutefois, la reprise du dialogue à ce niveau et dans ce format constitue, pour de nombreux observateurs, une opportunité à saisir pour tenter de débloquer ce conflit.

La visite prochaine du pape Léon XIV en Algérie contribuera au renforcement des liens d'amitié entre les deux pays

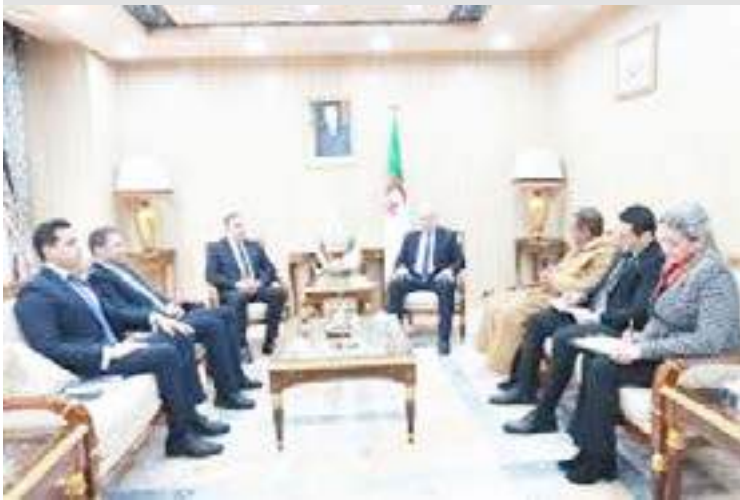
Le nouvel ambassadeur du Vatican, M. Javier Herrera Corona, a souligné, lundi à Alger, l'importance de la prochaine visite du pape Léon XIV en Algérie, estimant qu'elle contribuera au renforcement des liens d'amitié et de respect mutuel entre l'Algérie et l'Etat de la Cité du Vatican. Dans une déclaration à la presse après avoir remis ses lettres de créance au président de la République, M.



Abdelmadjid Tebboune, en sa qualité de nouvel ambassadeur du Vatican auprès de l'Algérie, M. Herrera Corona a précisé que sa rencontre

avec le président de la République a été "très cordiale" témoignant de la profondeur des relations entre l'Algérie et le Saint-Siège, qui, a-t-il dit, "remontent à plus de 50 ans". Il a en outre indiqué que la visite prochaine du pape Léon XIV en Algérie a été évoquée lors de cette rencontre, estimant que cette visite contribuera au "renforcement des liens d'amitié et de respect mutuel entre nos deux pays".

Boughali reçoit l'ambassadeur égyptien en Algérie



Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, a reçu, lundi à Alger, l'ambassadeur de la République arabe d'Egypte en Algérie, M. Abdelatif El-Laïh, a indiqué un communiqué de l'APN. A cette occasion, M. Boughali s'est félicité du "bon déroulement des récentes échéances parlementaires en Egypte, notamment l'élection d'un nouveau Président de la Chambre des représentants, lui adressant ses vœux de plein succès dans l'accomplissement de ses missions", a précisé la même source. M. Boughali a par ailleurs, réaffirmé que l'APN "demeure ouverte à toute initiative visant à promouvoir la coopération parlementaire entre les deux pays frères", mettant en avant la "solidité des relations diplomatiques unissant l'Algérie et l'Egypte, marquées par une coordination et une entente constantes", ainsi que "la profondeur des liens fraternels entre les deux peuples, constituant un socle durable pour un rapprochement accru". Il a insisté, aussi, sur la "nécessité d'élever la coopération bilatérale à des niveaux plus ambitieux, à travers le développement du partenariat économique et culturel, ainsi que

l'élargissement de la coopération dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, au service des intérêts communs des deux pays", note le communiqué. De son côté, l'ambassadeur égyptien a réaffirmé "la force et la solidité" des relations algéro-égyptiennes, soulignant que les deux pays "assument pleinement leur rôle dans leur environnement régional, à la hauteur de leur place et de leur influence". Il a salué, à cette occasion, les déclarations "fortes" du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de son récent entretien avec la presse, précisant qu'elles ont été "largement bien accueillies" en Egypte, relevant, à ce propos, la réaction "rapide" du Président égyptien à travers un tweet réaffirmant la "solidité des relations unissant les deux pays". Au terme de la rencontre, les deux parties ont souligné l'"importance de dynamiser les échanges parlementaires et d'activer le rôle des groupes d'amitié entre les deux institutions législatives, afin de consolider davantage la coopération et de renforcer la coordination continue entre l'Algérie et l'Egypte", ajoute le communiqué de l'APN.

CONSEIL DE LA NATION Ouverture des travaux d'une journée parlementaire sur la transplantation d'organes humains

Le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, a présidé, mardi, l'ouverture des travaux d'une journée parlementaire sur le thème "La transplantation d'organes humains, entre dimensions religieuse, juridique et médicale". La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence de la présidente de la Cour constitutionnelle, Mme Leïla Aslaoui, du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali, ainsi que de représentants d'instances et d'organisations nationales. Dans une allocution à cette occasion, M. Nasri a appelé à "intensifier les efforts conjoints



afin de lever les ambiguïtés liées à la transplantation d'organes humains en Algérie", dans le cadre d'"une approche unifiée fondée sur le respect total des droits de l'Homme". Il a précisé que ces efforts permettront de "mettre en place un cadre juridique rigoureux et des normes médicales précises et strictes, à l'instar des règles régissant les centres de collecte et de conservation du sang". A ce propos, il a souligné que "l'évolution rapide des

sciences médicales a imposé aux législations nationales et internationales d'encadrer ce domaine par des règles juridiques judicieuses, conciliant la nécessité thérapeutique et la prévention de toute dérive ou dépassement portant atteinte aux valeurs humaines ou susceptible d'ouvrir la voie à l'exploitation illicite du corps humain". S'agissant de l'Algérie, le président du Conseil de la nation a rappelé que "la légitimité de la transplantation d'organes humains repose sur le principe constitutionnel qui confère à l'Etat le devoir de préserver la vie et l'intégrité physique du citoyen", ajoutant que "l'autorisation de cette transplantation constitue une pratique légale et légitime, encadrée par la loi et soumise à un contrôle strict".

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
 Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general : Bicha salim
 Directeur de la publication : Nouredine Boukraa
 Directrice de la rédaction : Bicha Bariza Nesrine
 Tél/Fax : 038 45 58 35
 Tél/Fax : 038 45 58 36
 Tél/Fax : 038 45 58 37
 Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
 Site web: www.seybousestimes.dz
 Email: redaction@seybousestimes.dz
 contact@seybousestimes.dz
 Facebook : SEYBOUSE TIMES
 Impression : SIE Constantine
 Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Edition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER
 TEL : 021 73 71 28
 021 73 76 78
 021 74 99 81
 FAX : 021 73 95 59
 Email : agence.regie@anep.com.dz
 Programmation.regie@anep.com.

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

Innovation pharmaceutique : Washington affiche son intérêt pour le marché algérien

Plusieurs entreprises américaines ont exprimé leur intérêt pour renforcer la coopération pharmaceutique avec les acteurs algériens du secteur de la santé, dans l'objectif de soutenir l'innovation et le développement pharmaceutique en Algérie. Cette volonté a été mise en avant lors d'un forum de haut niveau organisé par la Chambre de commerce américaine en Algérie, tenu lundi à Alger.

Ce rendez-vous économique et scientifique vise à stimuler l'innovation pharmaceutique à travers des partenariats stratégiques entre l'Algérie et les États-Unis, en mettant l'accent sur le secteur de la santé, considéré comme un pilier essentiel du développement sanitaire et industriel. Plusieurs entreprises américaines ont ainsi fait part de leur disponibilité à contribuer à l'amélioration du



Le système de santé algérien, en s'appuyant sur leur expertise scientifique et technologique.

Stimuler l'innovation :

Les objectifs ambitieux du forum algéro-américain

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le chargé d'affaires de l'ambassade des États-Unis en Algérie, Ryan Balserock, a souligné la capacité des entreprises américaines à apporter une valeur ajoutée dans les domaines de la science et des technologies

avancées. Il a rappelé que les relations économiques entre les deux pays sont anciennes et multiformes, connaissant une dynamique positive dans plusieurs secteurs clés tels que l'énergie, l'agriculture et les nouvelles technologies.

Le diplomate américain a également exprimé l'espoir que ce forum contribue à consolider cette coopération pharmaceutique et à renforcer les échanges dans le domaine de la santé, qu'il a

qualifié de secteur stratégique. Il a réaffirmé, par ailleurs, le soutien des États-Unis aux initiatives favorisant les relations économiques bilatérales et encourageant l'innovation durable. Un écosystème sanitaire national renforcé : La vision commune De son côté, le président de la Chambre de commerce américaine en Algérie, Warren Murdoch, a estimé que la tenue de ce forum reflète une ambition commune visant à renforcer l'écosystème sanitaire national. Il a mis en avant l'importance d'une innovation pharmaceutique responsable, durable et conforme aux standards internationaux.

Selon lui, l'innovation ne constitue plus seulement un levier de croissance, mais représente désormais un élément central de la résilience sanitaire nationale et un outil essentiel pour améliorer

la compétitivité industrielle. Il a également salué les réformes engagées en Algérie ainsi que les investissements consacrés à la modernisation du système de santé algérien, les qualifiant de bases solides pour accélérer le progrès scientifique et renforcer les capacités locales.

Acteurs clés réunis :

Une dynamique collective pour l'avenir pharmaceutique

Le forum a réuni des représentants de plusieurs départements ministériels, le directeur de l'Université des sciences de la santé, Merzak Ghernout, le président du Conseil du renouveau économique algérien, Kamel Moula, ainsi que des représentants de la Direction générale des douanes, des organisations professionnelles, des experts et des chercheurs.

AADL 3 :

L'APOCE saisit Belaribi « en urgence »



L'Organisation algérienne de protection du consommateur (APOCE) a adressé une lettre ouverte urgente au ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville. En cause : le flou persistant entourant les procédures administratives du programme AADL 3.

Le vent d'optimisme qui a suivi

les notifications d'acceptation initiale du programme de location-vente « AADL 3 » semble laisser place à une vive inquiétude. De nombreux souscripteurs se retrouvent aujourd'hui dans l'impasse, confrontés à une absence prolongée d'informations et d'outils techniques pour finaliser leur dossier.

AADL 3 : L'inquiétude grandit chez les souscripteurs face au retard des ordres de paiement

Selon l'organisation de protection des consommateurs, une part importante de bénéficiaires rapporte que les ordres de paiement de la première tranche n'apparaissent toujours pas sur leurs comptes électroniques. Plus

préoccupant encore, le nombre de pièces (F3 ou F4) attribué à chaque postulant demeure invisible, plongeant les familles dans une incertitude totale quant à la suite du processus d'acquisition.

L'organisation déplore particulièrement le silence de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL). Ce manque de communication officielle alimente, selon le communiqué, une crainte légitime : celle de voir les délais légaux de paiement expirer, ce qui pourrait entraîner une exclusion injustifiée de souscripteurs ayant pourtant rempli toutes les conditions d'éligibilité.

Retards des ordres

de paiement AADL 3 : Les enjeux d'une gestion transparente

Face à ce blocage, l'APOCE alerte sur les répercussions juridiques potentielles pour les citoyens concernés. Elle souligne que :

- Le manque de visibilité fragilise la confiance des citoyens envers les programmes de logement public.
- L'absence de calendrier précis crée des tensions inutiles chez les ménages.

En conclusion de sa missive, l'organisation appelle solennellement le ministre de l'Habitat à une intervention urgente. L'objectif est de lever les obstacles techniques et

administratifs dans les plus brefs délais afin de permettre aux souscripteurs d'extraire leurs ordres de paiement et de poursuivre leurs démarches conformément à la réglementation en vigueur.

L'enjeu pour le ministère de l'Habitat consiste désormais à stabiliser les outils numériques de l'Agence afin de garantir une gestion fluide des dossiers. Une clarification du calendrier et une mise à jour des comptes électroniques apparaissent nécessaires pour sécuriser le parcours administratif des postulants et assurer le bon déroulement du programme, conformément au cadre réglementaire en vigueur.

Le DG de l'OMS salue la priorité accordée aux domaines de la santé en Algérie, sous l'impulsion du président de la République

Le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), M. Tedros Adhanom Ghebreyesus, a salué la priorité accordée par l'Algérie, sous l'impulsion du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux travaux menés dans des domaines essentiels à la protection et à la promotion de la santé des Algériens.

Dans un post publié sur la plateforme X via son compte officiel, le docteur Ghebreyesus a également souligné "la qualité des échanges" avec le Professeur Kamel Sanhadji, président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS), indiquant avoir convenu avec lui de renforcer la solide collaboration entre l'Algérie et l'OMS, notamment dans les domaines des systèmes d'alerte précoce pour les urgences

sanitaires et de la fabrication locale de produits médicaux pour la protection de la santé et des Algériens et des populations en Afrique.

Cette publication fait suite à l'audience accordée au Professeur Kamel Sanhadji par le directeur général de l'OMS, en marge des travaux de la 158e session du Conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la Santé, tenue du 2 au 6 février 2026 au siège de l'Organisation à Genève (Suisse). Cette rencontre bilatérale s'est déroulée en présence de M. Rachid Bladehane, ambassadeur, Représentant permanent de l'Algérie auprès de l'Office des Nations unies et des organisations internationales à Genève, ainsi que de hauts cadres de l'OMS.

Les échanges ont porté sur les perspectives de renforcement



du partenariat stratégique entre l'OMS et l'Algérie, notamment autour des priorités communes en matière de santé mondiale.

A cet égard, les discussions ont mis l'accent sur la mise en œuvre du 14e programme général de travail de l'OMS (The Fourteenth General Programme of Work – GPW 14), pour la période 2025-2028, ainsi que sur le soutien aux efforts visant la réalisation de l'Objectif de développement durable numéro 3 relatif à la santé et au bien-être.

A ce titre, les efforts récents déployés par l'Algérie dans ce domaine ont été mis en exergue, notamment à travers l'organisation à Alger de la Conférence ministérielle sur la production locale de médicaments et de technologies de santé en Afrique, ainsi que les actions engagées pour le renforcement du cadre réglementaire pharmaceutique national, en vue d'atteindre le niveau de maturité 3 (ML3).

Les deux parties ont également

examiné les moyens de consolider des systèmes de santé résilients, capables de faire face aux défis sanitaires actuels et futurs.

Les échanges ont, en outre, abordé les enjeux liés à la préparation et à la riposte aux urgences sanitaires, ainsi que le renforcement de la coopération régionale, en particulier dans les domaines de la surveillance sanitaire, de la mise en œuvre effective du Règlement sanitaire international (RSI), de la prévention, de la préparation et de la riposte, de la coopération transfrontalière, ainsi que de la promotion des mécanismes de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire.

La rencontre a également permis d'aborder la question de la production locale de médicaments et d'autres technologies de santé.

Une importante somme de billets de dollars falsifiés saisie à Annaba



Les services de la sûreté urbaine du sixième arrondissement relevant de la sûreté de wilaya d’Annaba ont procédé, avant-hier en fin de journée, à l’arrestation d’un individu suspecté dans une affaire d’émission et de distribution de faux billets de monnaie étrangère, en l’occurrence le dollar américain, sur le territoire national. Selon le média « El-Khabar », l’affaire fait suite à des renseignements parvenus aux services de la sûreté urbaine du sixième arrondissement du quartier Oued Kouba, faisant état de la détention par un individu de billets de banque contrefaits en vue de leur mise en circulation et de leur

vente. Ces informations ont conduit à l’intervention d’une brigade spécialisée relevant des mêmes services, qui a ouvert une enquête ayant permis d’identifier le suspect et de procéder à son arrestation. Lors de l’opération, 448 faux billets de 100 dollars ont été saisis. L’expertise technique a confirmé que les billets étaient effectivement contrefaits. Après l’accomplissement de l’ensemble des procédures légales en vigueur, le mis en cause a été présenté par la brigade de lutte contre les crimes économiques et financiers devant le procureur de la République près le tribunal d’Annaba, afin qu’il soit statué judiciairement sur son dossier.

Annaba : lourd réquisitoire contre un jeune homme pour le meurtre de sa mère Il y a une semaine, le tribunal criminel près la Cour d’Annaba a rendu son verdict dans une affaire particulièrement grave ayant profondément marqué l’opinion publique. L’accusé, un jeune homme surnommé « Arslane », a été reconnu coupable de violences volontaires ayant entraîné la mort de sa mère. À l’issue du procès, la cour l’a condamné à la peine capitale. Les faits remontent à la fin du mois d’août 2025, lorsque les services des urgences du CHU Ibn Sina d’Annaba ont pris en charge une femme dans un état critique. Malgré les efforts du personnel médical, la

victime a succombé peu après son admission. Les premiers examens ont mis en évidence de nombreuses blessures, poussant le parquet à ordonner l’ouverture immédiate d’une enquête judiciaire. Les investigations ont rapidement conduit à l’arrestation du fils de la victime, interpellé à proximité de l’hôpital dans un état de forte agitation. Dans un premier temps, il avait tenté de faire croire à un accident domestique. Toutefois, les témoignages recueillis et les éléments de l’enquête ont contredit cette version. Les proches de la victime ont évoqué un climat familial tendu, marqué par des violences répétées. L’accusé était connu pour sa

consommation de stupéfiants et de substances psychotropes. Le rapport médico-légal a conclu que les blessures constatées étaient incompatibles avec une chute accidentelle et révélaient des violences prolongées. Par ailleurs, les analyses scientifiques ont confirmé que les traces de sang relevées sur les vêtements du suspect et sur plusieurs objets saisis provenaient de la victime. Au regard de la gravité des faits et des éléments matériels accablants, la cour a suivi les réquisitions du ministère public et prononcé une condamnation à mort pour homicide volontaire avec actes de barbarie.

DEUXIÈME RÉGION MILITAIRE: Visite guidée au profit des médias à l'Ecole des sous-officiers du materiel

L’Ecole des sous-officiers du matériel “martyr Bendraoua Abdelkader”, relevant de la Deuxième Région militaire à Oran, a organisé, mardi, une visite guidée au profit des représentants des médias nationaux, dans le cadre de la présentation des établissements de formation militaire et du renforcement de l’action de proximité. Dans une allocution d’ouverture, le commandant de l’école a expliqué que cette visite s’inscrit dans le cadre du renforcement de l’action de proximité, conformément au plan de communication de l’Armée nationale populaire (ANP) pour la période 2025-2026, à travers lequel le Haut commandement de l’ANP œuvre à faire connaître les institutions de formation militaire et à renforcer la communication avec les citoyens, dans le cadre du lien Armée-Nation. Il a indiqué à cette occasion que “cette manifestation constitue une opportunité propice pour prendre connaissance des missions de l’école et découvrir ses différentes activités, notamment celles liées au volet de la formation”, soulignant que “le Haut commandement de l’Armée nationale populaire accorde une attention constante et soutenue à la ressource humaine, en tant que pilier fondamental dans l’édification d’une armée forte et efficace”. Il a ajouté que le système de formation de l’Armée nationale populaire ne se limite pas aux aspects de qualification et à l’ancrage des connaissances militaires, mais vise également à inculquer les valeurs nationales, en pleine conscience des défis et menaces entourant le pays, lesquels imposent une vigilance permanente. Il a également précisé que l’institution militaire a œuvré à la mise en place d’un système intégré de formation et d’entraînement, à travers la mobilisation des ressources matérielles et humaines, ainsi que l’adoption d’écoles et de centres de formation encadrés par des compétences chevronnées dans divers domaines. Le même responsable a affirmé que cette visite constitue “une pierre angulaire dans le processus de présentation et d’ouverture sur les traditions et les composantes de votre armée vigilante et résiliente, issue des fils et filles de l’Algérie, héritière de l’Armée de libération nationale, riche en gloires et en épopées, qu’il nous appartient aujourd’hui de préserver et d’ancrer dans la mémoire collective de notre peuple, notamment auprès de la jeunesse”. La manifestation a été marquée par la visite des différentes infrastructures, équipements



et moyens pédagogiques utilisés dans la formation au niveau de l’école, ainsi que par la découverte des cycles et phases de formation, notamment dans les spécialités “armement et électro-optique”, “munitions et missiles”, “systèmes d’armes”, “véhicules de combat et spéciaux”, “véhicules à roues”, en plus des ateliers de travaux liés à l’industrie mécanique, entre autres. A cette occasion, des démonstrations de combat dans la discipline sportive du kuk Sool ont également été présentées. L’Ecole des sous-officiers du matériel “martyr Bendraoua Abdelkader” assure la formation de cinq catégories d’élèves et de stagiaires, à savoir les élèves officiers du service national, les sous-officiers de carrière, les élèves sous-officiers contractuels et du service national, les élèves caporaux-chefs contractuels et du service national, ainsi que les élèves soldats contractuels, et ce, dans treize spécialités, dont le tir radar, les armes légères et de moyen calibre, et la mécanique des véhicules chenillés. L’école organise également des stages périodiques dans plusieurs spécialités, tels que les stages de perfectionnement du niveau opérationnel, des stages en gestion des archives militaires, ainsi qu’une formation dans le domaine des bibliothèques. L’établissement dispose d’un département d’enseignement militaire comprenant des salles de simulation de tir à munitions réelles, ainsi que d’un département d’enseignement général englobant plusieurs laboratoires, dont des laboratoires d’électromécanique, d’électronique, d’informatique et de chimie. Pour rappel, l’école a été créée en 1975 sous l’appellation de Centre d’instruction de l’intendance, avant de devenir, en 1980, le Centre de formation technique de l’intendance, puis l’Ecole des sous-officiers du matériel le 23 mars 1983. Elle a été baptisée du nom du martyr “Bendraoua Abdelkader”, le 18 février 2015.

EDUCATION NATIONALE Retrait des convocations pour l'entretien oral des concours de recrutement à partir du 8 mars

Le ministère de l’Éducation nationale a invité, dans un communiqué rendu public mardi, les candidats dont les dossiers ont été acceptés dans le cadre des concours de recrutement sur titre pour l’accès aux grades d’enseignants, au titre de l’année 2025, à retirer leurs convocations pour l’entretien oral à partir du 8 mars prochain. “Suite au report des dates de l’entretien oral aux 24, 25 et 26 mars 2026, au lieu de la date initialement fixée au 21 février 2026, le ministère veille à réunir les conditions adéquates pour la tenue des entretiens

et à garantir le bon déroulement de l’opération, conformément aux plus hauts standards de transparence et de crédibilité”, a précisé la même source. À ce titre, “tous les candidats dont les dossiers ont été acceptés sont invités à retirer leurs convocations pour l’entretien oral, à compter du 8 mars 2026, via la plateforme numérique de l’Office national des examens et concours (ONEC), dédiée à cet effet, sur le lien suivant : <https://concours.onec.dz>”, ajoute le communiqué.

Séminaire national à Alger sur le renforcement des capacités dans le domaine de la cybersécurité

Le ministère de la Formation et de l’Enseignement professionnels a organisé, mardi à Alger, en coordination avec l’Agence de la sécurité des systèmes d’information, un séminaire national sur le renforcement des capacités dans le domaine de la cybersécurité. Dans une allocution prononcée lors de cette rencontre, organisée au Cercle national de l’Armée à Beni Messous, la ministre de la Formation et de l’Enseignement professionnels, Nacima Arhab, a précisé que ce séminaire “s’inscrit dans le cadre de la Stratégie nationale de la sécurité des systèmes d’information et de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant sur la nécessité de relever le défi de la cybersécurité”, en s’appuyant sur “la valorisation de la ressource humaine et des compétences expérimentées, conscientes de l’importance des missions qui leur sont confiées”. Après avoir rappelé l’intérêt majeur accordé par l’Etat à cette thématique, dans le cadre des efforts visant à “opérer un saut qualitatif dans le domaine de la gestion de la chose publique”, la ministre a indiqué que l’organisation de ce séminaire “intervient dans une conjoncture marquée par une accélération sans précédent des transformations technologiques et l’émergence de menaces numériques croissantes affectant les systèmes d’information des entreprises économiques assurant des services vitaux”. Elle a, à ce titre, souligné l’intérêt accordé par le secteur de la formation et de l’enseignement professionnels à la cybersécurité, à travers “la formation de compétences techniques capables de relever les défis sur le terrain, de répondre aux exigences des entreprises et d’accompagner la transformation numérique de l’économie nationale”. Mme Arhab a, par ailleurs, insisté sur “la nécessité de mettre à jour les programmes de formation, de renforcer le volet pratique et d’intégrer les outils technologiques modernes afin d’adapter la formation aux besoins du marché du travail”. Pour sa part, le Directeur général de l’Agence de la sécurité des systèmes d’information, le Général



Abdeslam Belghoul, a précisé que les menaces cybernétiques “concernent l’ensemble des institutions et instances de l’Etat, tous secteurs confondus, notamment celles disposant de systèmes d’information sensibles et de données numériques se rapportant directement au citoyen”. S’agissant du thème de cette rencontre, destinée aux formateurs de la formation professionnelle dans le domaine de la cybersécurité, le Général Belghoul a indiqué qu’il “s’inscrit dans le cadre de la Stratégie nationale de la sécurité des systèmes d’information, dans son volet relatif à la formation, à la sensibilisation et à la communication”, à laquelle “le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi que le Général d’Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d’Etat-major de l’Armée nationale populaire, accordent une importance capitale”. Cette rencontre “vise à adapter les spécialités de la formation professionnelle aux besoins du marché national, à développer les programmes de formation en matière de cybersécurité et à renforcer les capacités des formateurs dans ce domaine vital”, selon les organisateurs. Cette rencontre s’est déroulée en présence du président de l’Autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP), Samir Bourhil, et de représentants de différentes instances et institutions nationales.

Fiat Algérie accélère l'intégration industrielle avec de nouveaux fournisseurs locaux

Le secteur de l'industrie automobile en Algérie franchit une nouvelle étape. Le président-directeur général de Fiat Algérie, Zaoui Nagi, a annoncé, ce mardi à Oran, la signature de cinq nouveaux partenariats dans le domaine des pièces en tôle, une avancée majeure dans le développement de la production locale basée sur le système CKD. Cette annonce a été faite lors de la cérémonie d'ouverture de la première édition du Salon "Mécanica", organisée au Centre des conventions Mohamed Benahmed d'Oran, en présence du directeur général de l'Agence nationale de promotion de l'investissement (AAPI), ainsi que de nombreux industriels et



filière automobile. Dans son allocution, le responsable du groupe Stellantis a précisé que quatre autres partenariats seront signés prochainement pour renforcer la fabrication locale de pièces de rechange.

Salon "Mécanica" à Oran : Un tremplin pour l'industrie automobile algérienne
Une dynamique qui, selon lui, confirme l'engagement du groupe à atteindre un taux d'intégration locale supérieur à 30 % à l'horizon

2026. L'événement offre une vision claire de l'avenir de l'industrie automobile en Algérie. Zaoui Nagi a souligné que ces accords s'inscrivent dans une stratégie globale visant non seulement à accroître la valeur ajoutée locale, mais aussi à créer de nouveaux emplois, tout en contribuant à la montée en compétence du tissu industriel national.

Stellantis s'engage pour un taux d'intégration locale de plus de 30% d'ici 2026
« Ces partenariats traduisent notre volonté d'accompagner durablement le développement d'une industrie automobile algérienne compétitive et performante », a-t-il affirmé. Cet engagement fort de Stellantis est

un signe positif pour l'avenir de l'industrie. Selon le même responsable, la participation de Fiat Algérie à ce salon est une occasion de consolider l'intégration locale et de démontrer l'apport concret du constructeur au développement de la filière. À ce titre, les équipes de l'usine exposent, durant les trois jours de l'événement, plusieurs pièces et composants fabriqués localement, issus d'une coopération avec 13 fournisseurs algériens, aussi bien pour la production que pour les services après-vente.

Création d'emplois et montée en compétence : La stratégie de Fiat Algérie dévoilée
Placée sous le slogan « Les partenariats d'aujourd'hui

fabriquent les véhicules de demain », la première édition du Salon "Mécanica" se positionne comme une plateforme d'échanges entre acteurs industriels, sous-traitants et investisseurs. Le PDG de Fiat Algérie, Zaoui Nagi a insisté sur l'importance de ce rendez-vous pour identifier de nouvelles compétences locales et explorer de nouvelles opportunités de collaboration. Durant toute la durée du salon, les équipes de Fiat Algérie se tiennent à l'écoute des opérateurs intéressés par la sous-traitance automobile, confirmant ainsi la volonté du groupe de s'inscrire dans une démarche de partenariat durable, au service de l'industrialisation et de la souveraineté économique du pays.

Automobile : Motrio Algérie franchit un cap décisif dans la production locale et vise l'export

Mardi, Alger a accueilli la Convention Fournisseurs 2026 de Motrio Algérie, un événement marquant pour l'industrie automobile nationale. En réunissant ses quinze partenaires stratégiques, la marque de l'après-vente du groupe Renault confirme son ambition d'accélérer le développement d'un écosystème local performant pour la pièce de rechange. L'exercice 2025 restera une année charnière pour la filiale. Les indicateurs sont au vert et témoignent d'une montée en puissance industrielle concrète. Motrio a en effet franchi la barre symbolique du million de pièces de rechange produites et commercialisées localement,

affichant ainsi une croissance robuste de 30 % comparativement à l'année précédente. Ces résultats valident la stratégie entamée en 2023 et prouvent que le marché accorde désormais sa confiance au label « Made in Algeria », signe d'une maturité croissante de la production nationale.

Renforcement de la production locale et ouverture vers l'Afrique : Signature de plusieurs accords
Pour soutenir cette dynamique, Motrio Algérie densifie son tissu industriel. Lors de cette convention, la marque a scellé de nouveaux accords avec des acteurs clés tels que IKAM, Techno Motiv, FTB et PetroBaraka. Cette démarche vise un double objectif, à savoir renforcer l'intégration

locale et réduire drastiquement la dépendance aux importations. Au-delà des volumes, c'est la technicité qui prime. L'entreprise a dévoilé des projets ambitieux ciblant des segments à forte valeur ajoutée. Des partenariats technologiques, impliquant des opérateurs algériens et internationaux, permettront prochainement la fabrication locale de disques de frein et d'embrayages, marquant un véritable transfert de savoir-faire. Cette consolidation de la base industrielle ouvre naturellement la voie vers l'extérieur. L'exportation ne relève plus du projet lointain, mais devient une réalité opérationnelle. Dans cette optique, Motrio a officialisé un partenariat avec COMEXIA.

Cet organisme, spécialisé dans l'accompagnement des opérateurs économiques, aura pour mission de faciliter la projection des produits algériens sur les marchés internationaux, avec une priorité donnée au continent africain.

Formation et expertise : Le capital humain comme moteur de croissance
En parallèle de l'industrialisation, la marque soigne son interface avec le client final. En effet, le réseau d'ateliers poursuit son maillage du territoire, comptant désormais 150 garages actifs à travers 43 wilayas. La qualité de service repose avant tout sur la compétence des hommes. À ce titre, Renault Algérie Académie a dispensé près de 2 875 heures de formation à

plus de 200 professionnels. Cette professionnalisation s'accompagnera, dès le premier trimestre 2026, d'un déploiement d'outils de diagnostic et de gestion de dernière génération, garantissant une excellence opérationnelle accrue. Motrio aligne ainsi sa feuille de route sur les priorités économiques de l'État. En s'engageant à ne plus importer les gammes que l'industrie locale parvient à produire, l'enseigne respecte les orientations gouvernementales tout en maintenant des standards de qualité élevés. Une stratégie qui ancre durablement la marque dans le paysage industriel algérien.

Développement de la sous-traitance industrielle pour renforcer l'intégration locale

Le Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), M. Omar Rekkache, a mis en avant, mardi à Oran, l'importance du développement de la sous-traitance industrielle en tant que mécanisme efficace pour augmenter les taux d'intégration locale et pour bâtir des chaînes de valeur nationales capables de renforcer la compétitivité de l'économie nationale et de réduire les importations. Dans une allocution prononcée à l'ouverture de la première édition du Salon "Mechanica Algeria 2026", dédié à l'industrie automobile, à la sous-traitance et aux pièces de rechange, M. Rekkache a indiqué que l'efficacité de l'investissement productif ne se mesure pas uniquement à la taille des grandes unités industrielles ou au volume des investissements, mais surtout à la capacité de ces investissements à s'appuyer sur un tissu national de sous-traitants qualifiés, capables de fournir des composants, des pièces de rechange et des services industriels répondant aux normes de qualité, de coût et de délais. Le responsable a estimé que la

sous-traitance industrielle constitue aujourd'hui "la base essentielle pour relever le taux d'intégration locale et s'insérer dans les chaînes de valeur nationales, régionales, voire mondiales", ajoutant que son développement représente l'un des enjeux stratégiques majeurs de la phase actuelle. Dans ce contexte, il a souligné qu'"une part importante des importations nationales concerne des composants pouvant être localisés en Algérie si un réseau de sous-traitance organisé, qualifié et intégré au système industriel est mis en place", précisant que toute augmentation progressive du taux d'intégration locale se répercutera directement sur la réduction de la facture des importations. Par ailleurs, M. Rekkache a mis en lumière les efforts déployés pour renforcer les opportunités de sous-traitance industrielle à travers les initiatives supervisées par le groupe Stellantis Algérie, producteur des véhicules de la marque Fiat. Il a notamment rappelé la participation récente de l'AAPI à une rencontre tenue

à Turin (Italie), ayant réuni plus de 170 entreprises activant dans le domaine de la sous-traitance, dans le but de mettre en relation les opérateurs algériens avec des fabricants. Il a réaffirmé, dans ce cadre, l'engagement de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, en tant qu'organe central de soutien à l'investissement, à poursuivre ses efforts pour encourager la sous-traitance industrielle et attirer des investissements intégrés, notamment au profit des start-up et des petites et moyennes entreprises. De son côté, le président de la Bourse de sous-traitance et de partenariat de l'Ouest, M. Rachid Bekkchi, a indiqué que l'Algérie est effectivement passée à une phase de réalisations concrètes grâce à une forte volonté politique, ce qui s'est traduit par le développement d'une base industrielle reposant sur des normes élevées de précision et de qualité, contribuant à la localisation des technologies avancées, en particulier dans l'industrie des véhicules. Il a ajouté que le nouveau cadre législatif a instauré un climat d'investissement

incitatif, faisant de la sous-traitance "le nerf de l'industrie nationale". Il a également précisé que la Bourse de sous-traitance et de partenariat de l'Ouest œuvre à l'organisation de ce secteur à travers l'élaboration d'une cartographie des capacités nationales, la mise en relation des PME avec les grands fabricants et l'accompagnement des opérateurs dans l'obtention des certifications de conformité internationales. Pour sa part, le délégué régional Ouest du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), M. Mohamed-Amine Tazi, a souligné que le Salon "Mechanica Algeria 2026" constitue une étape-clé pour les acteurs de l'industrie mécanique et de la sous-traitance industrielle, ainsi qu'un espace professionnel propice à la construction de partenariats et à la promotion de l'investissement et de la production locale. Il a indiqué que le choix d'Oran pour abriter cet événement reflète son statut et son potentiel en tant que pôle industriel. Le même intervenant a insisté sur la conviction du Conseil du renouveau

économique algérien selon laquelle la construction d'une économie nationale forte passe inévitablement par une production locale à forte valeur ajoutée. Il a également rappelé que l'industrie mécanique constitue une base essentielle pour l'ensemble des secteurs économiques, affirmant que la transition de l'importation vers la fabrication et la souveraineté industrielle passe par le soutien à ce secteur vital. Enfin, le Directeur général de Stellantis Algérie, M. Badji Raoui, a annoncé la signature, à l'occasion de ce Salon, de cinq nouveaux partenariats, dont un dans le domaine du façonnage mécanique des tôles, ainsi que quatre autres partenariats visant à soutenir la fabrication locale de pièces de rechange, qualifiant cette démarche d'étape qualitative dans le développement de la production selon le système CKD. M. Raoui a, d'autre part, réitéré l'engagement du groupe à atteindre un taux d'intégration locale supérieur à 30% à l'horizon 2026.

Visite de la mission d'information du Conseil de la Nation à Annaba : Etat des lieux des secteurs de la culture, du tourisme et de la jeunesse

S.F
Dans le cadre du suivi des politiques publiques et de l'évaluation du fonctionnement des infrastructures culturelles, touristiques, sportives et médiatiques, le wali d'Annaba, Abdelkrim Laâmouri, a reçu, hier mardi, au siège de la wilaya, les membres de la mission d'information temporaire relevant de la commission de la culture, de l'information, de la jeunesse et du tourisme du Conseil de la Nation, conduite par le professeur Mohamed Boukrou.

Cette rencontre, qui s'est déroulée en présence du président de l'Assemblée populaire de wilaya ainsi que des membres du Conseil de la Nation représentant la wilaya d'Annaba, marque l'aboutissement d'une visite de travail effectuée par la délégation entre le 08 et le 10 février 2026. Durant cette mission, la commission a inspecté plusieurs infrastructures stratégiques liées aux secteurs concernés, dans le but d'évaluer leur fonctionnement et d'identifier



les contraintes entravant leur développement.

Lors de cette audience, le wali d'Annaba a salué l'importance de cette initiative parlementaire qui s'inscrit dans une démarche d'accompagnement institutionnel visant à améliorer la qualité des services publics. Il a affirmé que les préoccupations relevées sur le terrain feront l'objet d'un traitement progressif, en mobilisant les services de l'exécutif local pour celles relevant des compétences

de la wilaya, tout en transmettant les dossiers nécessitant une prise en charge centrale aux autorités compétentes.

De son côté, le président de la commission, le professeur Mohamed Boukrou, a précisé que cette mission s'inscrit dans le cadre des prérogatives constitutionnelles du Conseil de la Nation, notamment conformément aux dispositions de l'article 137, alinéa 2, de la Constitution, ainsi qu'aux articles 50 et 51 du règlement

intérieur de l'institution. Il a souligné que la délégation s'est rendue dans plusieurs daïras et cinq communes de la wilaya, à savoir Annaba, El Bouni, Sidi Amar, Berrahal et Seraïdi.

Les travaux de terrain ont permis de recenser plusieurs préoccupations majeures, notamment la réhabilitation du stade Chabou, la restauration de certains espaces culturels et sites patrimoniaux, dont la basilique Saint-Augustin, ainsi que la relance de projets

touristiques après la levée de leur gel administratif. La commission a également mis en avant la nécessité de réexaminer le classement et l'assainissement du dossier de la zone de Chetaïbi, en plus de renforcer la stratégie de numérisation conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Au terme de cette visite, l'ensemble des observations et recommandations formulées par la mission fera l'objet d'un rapport détaillé qui sera transmis au président du Conseil de la Nation, puis soumis au Premier ministre et aux hautes autorités du pays, dans une perspective d'amélioration des performances sectorielles et de consolidation de la dynamique de développement local.

Cette mission traduit la volonté des institutions de l'État de renforcer la coordination entre les instances nationales et les collectivités territoriales, tout en plaçant les préoccupations des citoyens au cœur des priorités du développement durable

ANNABA / CIRCONSCRIPTION "BENAOUDA BENMOSTEFA" Le wali-délégué s'enquiert de l'avancement des travaux de réalisation de nouvelles salles cours à l'école "Amani Belkacem"



Imen.B
Dans le cadre du suivi et de la mise en œuvre des projets de développement du secteur de l'éducation, le wali-délégué de la circonscription "Benaouda Benmostefa", accompagné du P/APC, ainsi que du vice-président chargé des travaux, a effectué,

hier matin, une visite d'inspection sur le terrain au niveau de l'école primaire "Amani Belkacem", à Oued El Aneb. Cette visite a permis de constater de visu l'état d'avancement des travaux de réalisation de six (06) salles de classe en extension, un projet inscrit dans le cadre de l'amélioration des conditions de scolarisation et de la réduction de

la surcharge pédagogique dans les établissements éducatifs de la région. Surplace, les responsables ont reçu des explications détaillées de la part des services techniques concernant le rythme d'avancement des travaux, les délais de réalisation ainsi que le respect des normes techniques et pédagogiques requises.

À cette occasion, le wali-

délégué a insisté sur la nécessité d'accélérer la cadence des travaux, tout en veillant à la qualité de réalisation, afin de livrer le projet dans les délais impartis et permettre son exploitation dans les meilleures conditions possibles. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts continus des autorités locales visant à renforcer

les infrastructures scolaires, améliorer l'accueil des élèves et garantir un environnement éducatif adapté, contribuant ainsi à la promotion du secteur de l'éducation au niveau de la commune d'Oued El Aneb et de ladite circonscription administrative.

ANNABA / EL HADJAR

Réunion des travaux consacrés à la valorisation des biens des collectivités locales et au suivi des recouvrements financiers

Imen.B

Dans le cadre de la démarche continue visant à améliorer les ressources financières des communes et à valoriser les biens relevant des collectivités locales, le Chef de daïra d'El Hadjar a présidé, dimanche passé, au siège de la daïra, une réunion de travail et de coordination consacrée à l'examen du dossier des biens vacants ainsi qu'à la situation du recouvrement des taxes et redevances financières au niveau des communes d'El Hadjar et de Sidi Amar. Cette rencontre s'est déroulée en présence du Secrétaire général de la daïra d'El Hadjar, du Secrétaire général de la commune de Sidi Amar, le vice-président chargé des finances de la commune d'El Hadjar, le vice-président chargé des finances de la commune de Sidi Amar, la représentante de la direction des domaines de l'État, les responsables du dossier de recouvrement et les services financiers des deux communes. Les travaux de cette réunion ont porté principalement sur plusieurs axes essentiels, à savoir les biens vacants : recensement, identification et examen de la situation juridique et administrative des biens immobiliers et commerciaux non exploités appartenant aux communes, Le recouvrement financier : présentation du bilan des taxes et impôts locaux dus, avec l'étude des mécanismes et mesures susceptibles d'améliorer les taux de recouvrement. L'assainissement des registres : mise à jour des bases de données financières, en vue



d'assurer un inventaire précis, exhaustif et fiable de l'ensemble des biens et actifs communaux. À l'issue des travaux, le Chef de daïra d'El Hadjar a insisté sur la nécessité de renforcer la mobilisation de l'ensemble des moyens juridiques et administratifs afin d'augmenter le rythme de recouvrement des recettes, condition indispensable pour garantir un meilleur financement des projets de développement local. Il a également souligné l'importance d'une coordination étroite et permanente avec la direction des domaines, en vue de régulariser la situation des biens vacants, tout en appelant à la mise en place d'une base de données numérique, actualisée et centralisée, regroupant l'ensemble des locataires et des redevables, afin de renforcer la transparence, le suivi et l'efficacité de la gestion financière. Le Chef de daïra a exhorté les services financiers des communes d'El Hadjar et de Sidi Amar à redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs financiers fixés pour l'exercice en cours, conformément aux orientations des autorités publiques en matière de bonne gouvernance locale.

ANNABA / CHU

Renforcement de l'équipement médical d'imagerie au Centre Hospitalier Universitaire d'Annaba

S.F

Dans le cadre de sa stratégie visant à moderniser son parc d'équipements, la Direction Générale du Centre Hospitalier Universitaire d'Annaba a récemment acquis deux appareils d'échographie de dernière génération. Ces équipements bénéficieront aux services de Rhumatologie et de Médecine Interne. Cette initiative s'inscrit dans la politique de l'hôpital visant à renouveler les matériels médicaux anciens ou hors service, tout en améliorant les conditions de prise en charge des patients et en rehaussant la qualité des prestations de soins. La Direction Générale réaffirme son engagement à poursuivre les efforts d'innovation et de modernisation



des équipements médicaux et de développement des performances hospitalières, afin de répondre aux attentes des patients et de renforcer la qualité du système de santé.

ANNABA / RÉGLEMENTATION ROUTIÈRE

Appel à l'installation de feux tricolores au rond-point de la cité «Les Allemands »

S.F

La circulation routière au niveau du rond-point « Les Allemands », à Annaba, suscite de plus en plus d'inquiétudes parmi les automobilistes et les riverains. Face à l'intensification du trafic et à l'absence d'une régulation efficace, plusieurs usagers de la route dénoncent une situation devenue insupportable, marquée par des embouteillages fréquents et des risques accrus d'accidents.

Selon les témoignages recueillis sur place, ce carrefour stratégique connaît quotidiennement un flux important de véhicules, notamment aux heures de pointe. L'absence de feux tricolores complique la fluidité de la circulation, obligeant les conducteurs à manœuvrer dans des conditions souvent difficiles, ce qui génère stress, retards et tensions entre usagers.

Les piétons ne sont pas épargnés par cette situation. Plusieurs habitants soulignent la difficulté et le danger liés à la traversée de la route, en particulier pour les personnes âgées, les enfants et les élèves fréquentant les établissements scolaires situés à proximité. L'installation de feux tricolores apparaît, selon eux, comme une solution urgente et indispensable pour améliorer la sécurité routière et assurer une meilleure organisation du trafic.



Certains riverains estiment également que l'aménagement du rond-point, associé à la mise en place d'une signalisation moderne, permettrait de réduire les embouteillages et d'éviter les comportements imprudents de certains conducteurs. Ils appellent ainsi les autorités locales et les services concernés à intervenir rapidement afin d'évaluer la situation et de mettre en œuvre les solutions adaptées. L'amélioration de la gestion de la circulation dans cette zone stratégique constitue un enjeu majeur pour la sécurité et le confort des usagers de la route. Les citoyens espèrent qu'une étude technique sera engagée dans les plus brefs délais, en vue d'installer des feux tricolores et de renforcer les dispositifs de signalisation, contribuant ainsi à une circulation plus fluide et plus sûre.

ANNABA / RAMADHAN 2026

Suivi des opérations de nettoyage et d'embellissement des abords des mosquées

Imen.B

Dans le cadre des préparatifs liés à l'accueil du mois sacré de Ramadhan, le Chef de daïra d'Annaba a suivi, avant-hier, le lancement d'une vaste campagne de nettoyage et d'embellissement initiée par les services de la commune, conformément au programme établi par les services concernés. Cette campagne, organisée en soirée, vise à offrir un cadre propre, sain et accueillant aux fidèles, tout en améliorant l'aspect esthétique des lieux de culte et de leurs environs, à l'approche de ce mois de spiritualité et de recueillement. Les opérations menées ont concerné plusieurs mosquées de la commune, notamment, le nettoyage général, l'enlèvement des mauvaises herbes ainsi que la peinture des trottoirs aux abords de la mosquée El ghomema, le nettoyage et la peinture des trottoirs au niveau de l'environnement de la mosquée Errahma. La peinture et l'embellissement des espaces situés devant les mosquées Ennasr et El Ferdous. À travers cette initiative, les autorités locales entendent améliorer le cadre de vie des citoyens, garantir des conditions d'hygiène



adéquates autour des mosquées et faciliter l'accueil des fidèles, notamment lors des prières de Tarawih et des rassemblements nocturnes caractéristiques du mois de Ramadhan. Ces actions s'inscrivent dans une dynamique continue d'entretien et de valorisation des espaces publics, menée par les services communaux sous la supervision du Chef de daïra, qui a souligné l'importance de la poursuite de ces opérations selon le calendrier arrêté, en coordination avec l'ensemble des intervenants.

ANNABA / SÛRETÉ DE WILAYA :

La police organise une journée de sensibilisation aux dangers du monoxyde de carbone

S.F

Dans le cadre de sa mission de prévention et de protection des citoyens, la police d'Annaba, par le biais de sa division en charge de la formation, a organisé récemment une journée de sensibilisation sur les risques liés au monoxyde de carbone (CO). Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un programme national de prévention des accidents domestiques et industriels et a été réalisée en étroite coordination avec les partenaires locaux,

incluant les autorités éducatives, les services de santé et les associations communautaires. Au cours de cette journée, les participants ont été informés des principales sources d'émission du monoxyde de carbone, telles que les appareils de chauffage et de cuisson défectueux, les chaudières mal entretenues, ainsi que les moteurs de véhicules laissés en marche dans des espaces clos. Les experts présents ont détaillé les effets dangereux de l'exposition au CO, pouvant provoquer des

maux de tête, des vertiges, des troubles respiratoires, et, dans les cas graves, une intoxication fatale. La formation a intégré des démonstrations pratiques, notamment l'installation de détecteurs de CO, la ventilation appropriée des pièces et l'entretien régulier des appareils à combustion. Les intervenants ont souligné l'importance de la vigilance au sein de la famille et de la communauté, en invitant chaque citoyen à signaler tout danger potentiel et à adopter des

comportements de prévention au quotidien. Selon les responsables de la police, ces actions contribuent non seulement à réduire les risques d'intoxication, mais également à instaurer une véritable culture de prévention dans la société. Elles renforcent les liens entre les services de sécurité, les institutions locales et la population, garantissant ainsi une meilleure réactivité face aux situations à risque. La police d'Annaba a réaffirmé son engagement à poursuivre



et élargir ces initiatives de sensibilisation, convaincue que la formation et l'information constituent les principaux outils pour protéger les citoyens. Ces actions s'inscrivent dans le cadre d'une politique globale de sécurité civile, visant à créer des environnements.

ANNABA / EL-BOUNI :

Les habitants sont appelés à la vigilance suite à la multiplication de vols de cuivre au niveau du chef-lieu de la commune

S.F

Selon des sources locales, une bande organisée serait à l'origine de ces actes, ciblant notamment le cuivre des installations électriques et des réseaux domestiques. Les résidents signalent que les conduites et câbles en cuivre des immeubles sont systématiquement visés, ce qui

engendre des dégâts matériels importants et des risques pour la sécurité des habitants. Parmi les cibles récentes figure également le quartier Laclim, qui serait devenu un nouveau point d'intérêt pour ces malfaiteurs. Les autorités locales et les forces de sécurité ont été alertées de la situation et intensifient leurs patrouilles dans les

zones sensibles. Les habitants sont encouragés à signaler tout comportement suspect, à sécuriser les accès aux parties communes des immeubles et à renforcer les dispositifs de protection des câbles et installations électriques. Selon la police, ces vols ne sont pas uniquement des dégâts matériels, mais constituent

également un risque accru pour la sécurité publique, car le cuivre dérobé est souvent revendu, et les actes d'effraction peuvent provoquer des accidents électriques. Les forces de sécurité rappellent l'importance de coopérer avec les autorités, de prévenir les voisins et de mettre en place des mesures de surveillance, telles que la



vidéosurveillance ou les alarmes, afin de limiter les risques et d'aider à l'identification des auteurs.

ANNABA / DIRECTION DU COMMERCE :

Lutte contre les fraudes : Opération de contrôle conjointe pour la protection du consommateur

Imen.B

Dans le cadre des actions de protection du consommateur et de la lutte contre les pratiques frauduleuses, les services de la protection du consommateur et de la répression des fraudes, en coordination avec les services de la DCP, les services de la sûreté nationale ainsi que les services vétérinaires, ont mené, hier, aux

alentours de 18h00, une opération de contrôle conjointe à travers le territoire de la commune d'Annaba. Cette intervention s'inscrit dans le cadre de la prévention des risques liés aux intoxications alimentaires, notamment en ce qui concerne les produits carnés destinés à la consommation humaine. Les opérations de contrôle ont ciblé plusieurs points de vente et de

stockage de viandes rouges et blanches, afin de vérifier le respect des conditions d'hygiène, de conservation et de conformité sanitaire. À l'issue de cette opération, il a été procédé à la saisie de 962 kilogrammes de viandes rouges et blanches reconnues impropres à la consommation, en raison du non-respect des procédures légales, en vue de leur destruction

entraînant la prise de mesures réglementaires à l'encontre des contrevenants. Les services concernés réaffirment que les équipes de contrôle demeurent pleinement mobilisées, dans le but de garantir la sécurité et la salubrité des produits proposés aux consommateurs, de réduire les risques d'intoxications et de respecter les normes sanitaires en vigueur, constituant ainsi



un danger réel pour la santé publique.

ANNABA / EL BOUNI :

La sûreté de la daïra constate plusieurs infractions et saisit des denrées alimentaires impropres à la consommation humaine

Imen.B

Dans le cadre de la lutte contre les pratiques commerciales illégales et de la préservation de la santé publique, la brigade de la police générale relevant de la sûreté de daïra d'El Bouni, en coordination avec les services compétents, a mené des sorties de terrain à l'effet de mener une inspection des commerces activant dans le secteur territorialement compétent. Ces

opérations ont concerné deux établissements commerciaux spécialisés dans la restauration rapide. Lors de l'inspection du premier commerce, les services de police ont constaté une absence totale des conditions d'hygiène et d'hygiène sanitaire, constituant un danger réel pour les consommateurs. À cet effet, il a été procédé à la saisie et à la destruction d'une quantité importante de plats préparés, estimée à 36 kilogrammes, ainsi

que de 05 litres d'huile de table impropre à la consommation. Les contrôles ont également révélé l'utilisation d'ustensiles de cuisson ne répondant pas aux normes d'hygiène requises. Deux personnes, âgées respectivement de 31 et 56 ans, ont été interpellées. S'agissant du second commerce, les services concernés ont procédé à la saisie d'environ 55 kilogrammes de viandes rouges et blanches en état de putréfaction, en plus de

09 kilogrammes de légumes impropres à la consommation humaine. Il a également été constaté l'absence de certificats médicaux des employés, en infraction à la réglementation en vigueur. Un individu âgé de 27 ans a été interpellé, et plusieurs infractions liées au non-respect des règles d'hygiène et d'hygiène sanitaire ont été relevées. À l'issue des procédures légales, les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la

république près le tribunal d'El Hadjar, afin de répondre des faits qui leur sont reprochés. Les services de la sûreté nationale réaffirment, à travers ces opérations, leur engagement permanent à lutter contre toute forme de négligence ou de fraude susceptible de porter atteinte à la santé et à la sécurité des citoyens, et appellent les commerçants au strict respect des normes d'hygiène et de la législation en vigueur.

MALI :

Moussa Mara, l'ex-premier ministre, condamné en appel à deux ans de prison, dont un ferme, pour avoir apporté son soutien à des prisonniers politiques

M. Mara, qui fut chef du gouvernement malien pendant huit mois en 2014-2015, a été arrêté en août 2025 après avoir affirmé sur les réseaux sociaux avoir rendu visite à des prisonniers politiques, selon le monde fr. L'ancien chef du gouvernement malien, Moussa Mara, a été condamné en appel, lundi 9 février à Bamako, à deux ans de prison dont un ferme, ainsi qu'à une amende de 500 000 francs CFA (762 euros), pour « atteinte au crédit de l'Etat et opposition à l'autorité légitime », après avoir apporté son soutien sur les réseaux sociaux à des prisonniers politiques. Cette peine prononcée par la cour d'appel de Bamako vient confirmer sa condamnation en première instance, le 27 octobre, par le pôle judiciaire



spécialisé dans la lutte contre la cybercriminalité. « Nous n'allons pas baisser les bras », a réagi auprès de l'Agence France-Presse (AFP) Mountaga Tall, avocat de Moussa Mara, avant de poursuivre : « Nous allons nous concerter et nous

pourvoir en cassation. » Moussa Mara, qui fut premier ministre du Mali pendant huit mois en 2014-2015, a été arrêté et écroué le 1er août 2025 après avoir affirmé sur les réseaux sociaux avoir rendu visite à des prisonniers, « détenus d'opinion

», à qui il avait promis qu'un jour ils obtiendraient justice. Dans un communiqué publié lundi, l'ONG Amnesty International s'est dite « profondément préoccupée par le maintien de ces accusations fallacieuses et motivées par des considérations politiques ». « Nous appelons les autorités à annuler cette condamnation et cette peine sans fondement et à libérer immédiatement Moussa Mara », a déclaré Marceau Sivieude, directeur régional d'Amnesty pour l'Afrique de l'Ouest. Mesures répressives Le Mali est dirigé par une junte depuis deux coups d'Etat, en 2020 et 2021. Les militaires ont pris des mesures répressives contre la presse et les voix critiques. Ils ont également dissous les partis politiques et

des organisations à caractère politique. Depuis 2012, ce pays sahélien fait face à une profonde crise sécuritaire, nourrie notamment par les violences de groupes affiliés à Al-Qaida et à l'organisation Etat islamique (EI), ainsi que de groupes criminels communautaires. Cette crise sécuritaire s'ajoute à une grave crise économique. La junte, dirigée par le général Assimi Goïta, s'était engagée à remettre le pouvoir aux civils au plus tard en mars 2024, mais a depuis manqué à cette promesse. En juillet 2025, le régime militaire a accordé à M. Goïta un mandat présidentiel de cinq ans renouvelable « autant de fois que nécessaire » et sans élection.

Kering, géant français du luxe, voit son bénéfice net plonger de 93,6 % en 2025

De 2022 à 2025, les ventes de Gucci, marque phare du groupe, ont été divisées de près de la moitié, passant de plus de 10 milliards d'euros à 6 milliards d'euros, selon le monde fr. Le géant français du luxe Kering, propriétaire de Gucci, lancé dans une restructuration depuis l'arrivée, en septembre, de son nouveau directeur général, Luca de Meo, a annoncé mardi 10 février des ventes en baisse de 13 % en 2025 et un plongeon de son bénéfice net de 93,6 %. « La performance du groupe en 2025 ne reflète pas son véritable potentiel », selon Luca de Meo, cité dans un communiqué et qui doit s'exprimer dans la matinée. « Le 16 avril, lors de notre Capital Markets Day, nous présenterons une feuille de route claire pour (...) relancer la croissance, avec des stratégies de marques précisément définies, une organisation plus efficiente et une discipline financière rigoureuse », a-t-il ajouté. Après l'annonce de la vente à L'Oréal de sa division beauté qui sera finalisée au premier semestre 2026, Kering a retraité ses résultats 2025 et 2024 en excluant cette division. En 2025, le résultat net de Kering

s'élève à 72 millions d'euros et ses ventes à 14,67 milliards d'euros, un peu en dessous du consensus d'analystes établi par l'agence Bloomberg, qui prévoyait des ventes annuelles de 14,8 milliards d'euros. Redresser le groupe de luxe La marge opérationnelle courante s'établit à 11,1 % sur l'année, contre 14,9 % en 2025. Au quatrième trimestre 2024, le chiffre d'affaires est en retrait de 9 % à 3,9 milliards d'euros. Kering s'est envolé de 11,11 %, à 288,55 euros à la Bourse de Paris mardi, un bond lui permettant d'effacer une grande partie des pertes cumulées depuis le début de l'année. « La reconquête de parts n'ira pas en ligne droite », avait prévenu la banque HSBC dans une note en octobre, « de nombreux changements ont déjà été mis en œuvre, mais peu d'effets sont attendus avant la mi-février 2026 ». En 2025, les seules ventes de la marque Gucci chutent de 22 %, à 6 milliards d'euros. Le groupe souligne toutefois une « amélioration séquentielle » de la marque, c'est-à-dire sur les derniers trimestres. « Cette amélioration a été portée par le succès des introductions de nouveautés », a détaillé la

directrice financière, Armelle Poulou, lors d'un échange avec des journalistes, « et notamment ce trimestre une performance positive sur les sacs à main ». Nommé au poste de directeur général de Kering en septembre, Luca de Meo a la lourde tâche de redresser le groupe de luxe et doit présenter son plan au printemps. L'ancien dirigeant de Renault a déjà procédé à des changements en nommant notamment la directrice adjointe de Kering, Francesca Bellettini, à la tête de Gucci, dont la direction créative a aussi été changée avec l'arrivée du styliste Demna, venu de Balenciaga, autre marque de Kering. Gucci, marque phare du groupe, a assuré à elle seule 41 % des ventes annuelles et plus de 60 % de la rentabilité opérationnelle, mais ne parvient pas à se redresser. De 2022 à 2025, les ventes de Gucci ont été quasiment divisées par deux, passant de plus de 10 milliards d'euros à 6 milliards d'euros. Sur la même période, le bénéfice net de Kering a fondu, de 3,6 milliards d'euros à 72 millions d'euros. 4 milliards d'euros La vente de la division beauté à L'Oréal pour 4 milliards d'euros



a diminué la dette financière du groupe, qui s'élevait à 9,5 milliards d'euros au premier semestre 2025. Kering se déleste également d'immeubles, dont celui de la célèbre Ve Avenue de New York, cédé pour 766 millions d'euros à la société d'investissement Ardian. Pour diminuer sa dépendance à Gucci, le groupe devrait s'appuyer sur sa marque Yves Saint Laurent. Il peut aussi compter sur Bottega Veneta, marque italienne connue pour ses sacs tressés et la seule qui parvient à tirer son épingle du jeu dans la période de chute des ventes du groupe ces dernières années. En 2025, ses ventes sont restées stables à 1,7 milliard d'euros.

Son directeur général, Bartolomeo Rongone, quittera ses fonctions le 31 mars pour devenir le directeur général de Moncler. Son successeur n'a pas encore été annoncé. Plus petite, la marque de mode McQueen a lancé un examen stratégique et envisage des suppressions de postes à son siège londonien ainsi qu'en Italie. Contrairement à Bottega Veneta et Balenciaga, McQueen ne fait pas partie des licences de beauté vendues à L'Oréal, qui possède déjà celle d'Yves Saint Laurent et pourra se positionner sur Gucci.

Donald Trump menace de bloquer un projet de pont entre le Canada et les Etats-Unis

Ce pont encore en construction au-dessus de la rivière Detroit doit relier les villes américaine de Detroit (Michigan) et canadienne de Windsor (Ontario), selon le monde fr. Donald Trump a menacé, lundi 9 février, de bloquer un projet de pont entre le Canada et les Etats-Unis, jugeant que les Etats-Unis devraient être propriétaires de « la moitié, au moins », de cette infrastructure. « Je ne permettrai pas que ce pont ouvre tant que les Etats-Unis ne reçoivent pas une compensation pour tout ce que nous leur avons donné, et aussi tant que le Canada ne traitera pas les Etats-Unis de manière aussi équitable et juste que nous le méritons », a écrit le président américain dans un message décousu sur son réseau Truth

Social. « Nous allons commencer des négociations, IMMEDIATEMENT », a-t-il ajouté. « Avec tout ce que nous leur avons donné, nous devrions être propriétaires, peut-être, de la moitié au moins de cet actif », a encore avancé Donald Trump. Ce pont encore en construction au-dessus de la rivière Detroit doit relier les villes américaine de Detroit (Michigan) et canadienne de Windsor (Ontario). Le chantier a démarré en 2018 pour un coût total de 6,4 milliards de dollars canadiens, soit environ 4 milliards d'euros, pour une ouverture prévue courant 2026. Pékin « mangera le Canada tout cru » Selon un document publié par son maître d'ouvrage, la Windsor-Detroit Bridge Authority, le

Canada assure intégralement le financement du pont, mais celui-ci appartiendra conjointement à ce pays et à l'Etat américain du Michigan. Il portera le nom de la légende canadienne du hockey sur glace Gordie Howe. Dans le reste de son message, M. Trump a critiqué à nouveau la volonté d'Ottawa de se rapprocher de la Chine, estimant que Pékin « mangera le Canada tout cru ». Donald Trump s'en prend aussi à l'ancien président démocrate Barack Obama, qui avait autorisé ce projet de pont. Le président républicain a multiplié depuis son retour au pouvoir les déclarations hostiles contre le Canada, ainsi que les attaques commerciales et économiques, allant jusqu'à déclarer à plusieurs reprises qu'il fallait en faire le 51e Etat



américain. Il a récemment menacé le pays de droits de douane de « 100 % » en cas d'accord commercial avec la Chine et déclaré que les Etats-Unis allaient retirer la certification d'avions fabriqués au Canada, en particulier des jets Bombardier. A la mi-janvier, le premier

ministre canadien, Mark Carney, avait annoncé des accords avec la Chine sur les droits de douane réciproques et sur l'importation de véhicules électriques, au cours d'une visite à Pékin saluée comme le début d'un nouveau partenariat après des années de brouille.

Colombie : au moins 22 morts et des milliers de sinistrés du fait de pluies exceptionnelles



Un front froid qui a pénétré à partir du nord du continent américain vers les Caraïbes colombiennes a augmenté les précipitations de plus de 64 % en janvier par rapport

à la moyenne, selon l'institut national de météorologie, selon le monde fr. Au moins 22 personnes sont mortes en une douzaine de jours dans des inondations qui touchent la Colombie,

où des milliers de familles se retrouvent sous l'eau en raison de fortes pluies, inhabituelles à cette période de l'année. Dans les seuls départements de Cordoba et de Sucre, dans le Nord, les autorités comptabilisent 14 morts et au moins 9 000 foyers affectés par l'urgence, causée par un phénomène météorologique atypique qui a accru les précipitations. Dans cette région propice à l'élevage, les habitants tentent de sauver, à l'aide de vedettes, d'embarcations de fortune et de camionnettes, leurs derniers biens dans les zones les plus touchées où l'eau

arrive à la taille des riverains, selon des témoignages recueillis par un journaliste de l'Agence France-Presse (AFP). Front froid « Nous avons tout perdu, toutes nos affaires, tous nos appareils électroménagers, et nous sommes très inquiets parce que nous ne savons pas ce qui va arriver », déclare Enid Gomez, une femme de 43 ans. « Nous n'avons que les vêtements que nous portons », raconte-t-elle depuis Monteria, la capitale du Cordoba, où l'on compte quelque 150 000 sinistrés. Dimanche, les autorités

colombiennes avaient fait état d'au moins 13 morts au cours de la semaine écoulée dans différentes régions de Colombie en raison des fortes précipitations. Un front froid qui a pénétré à partir du nord du continent américain vers les Caraïbes colombiennes a augmenté les précipitations de plus de 64 % en janvier par rapport à la moyenne, selon l'Ideam, l'Institut d'hydrologie, de météorologie et d'études environnementales, qui a souligné que ce phénomène se produit « dans le cadre d'une crise climatique ».

Le plein-emploi en 2027, le pari perdu d'Emmanuel Macron

Le chef de l'Etat s'était fixé comme objectif de ramener le taux de chômage à 5 % à la fin de son second mandat. Un cap inatteignable au vu des chiffres de l'Insee publiés mardi 10 février, qui révèlent une hausse de 0,6 point sur un an, pour atteindre 7,9 %, selon le monde fr. L'avantage, pour un président de la République, d'annoncer un objectif en début de second mandat, c'est de n'en être jamais vraiment comptable en cas de revers. Contrairement

à François Hollande (2012-2017), qui avait en partie lié une nouvelle candidature en 2017 à « l'inversion de la courbe du chômage » – d'autres facteurs le pousseront finalement à renoncer en 2016 –, Emmanuel Macron pourra assumer sans conséquence politique d'avoir échoué à atteindre le plein-emploi – un engagement pris lors de la campagne de 2022, réaffirmé en 2024 – puisqu'il ne peut pas être candidat en 2027. Selon les statistiques diffusées, mardi 10 février,

par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), le nombre de chômeurs, au sens du Bureau international du travail, a augmenté de 56 000 au dernier trimestre de 2025 par rapport aux trois mois antérieurs, pour se situer à 2,5 millions de personnes. Le taux de chômage, lui, a atteint 7,9 % de la population active – contre 7,7 % au trimestre précédent et 7,3 % un an plus tôt. L'ambition du chef de l'Etat de ramener le taux de chômage à 5 % en 2027 n'est



plus qu'un lointain souvenir. Sur ce point, la France reste à la traîne de ses voisins européens. En Allemagne, le taux de chômage est stable, à

3,8 %, l'Italie est récemment passée sous le seuil historique des 6 % et la moyenne de l'Union européenne est de 5,9 %.

Chelle pointe les choix de Petkovic :
« Avec Bounedjah et Abdelli, ça aurait été différent »



30 jours après le quart de finale joué et perdu par les Verts à Marrakech contre le Nigeria, l'entraîneur des Super Eagles est revenu sur cette partie, évoquant surtout les points qui lui ont permis de dominer l'EN et surtout de ne pas se faire inquiéter par une équipe algérienne méconnaissable. L'EN n'a pas été bonne au milieu et en défense, c'était plus que visible, mais la lecture de l'ancien entraîneur du MCO est complètement différente. Lors de son passage à l'« After Foot » diffusé hier sur RMC, et qui avait comme invité le bourreau des Verts lors de la dernière CAN, les vérités ont été dites, ce qui lève le voile un peu plus sur tout ce qui n'a pas fonctionné lors de ce quart de finale à mettre aux oubliettes. Les doigts accusateurs s'étaient très vite dirigés vers l'arbitre Issa Sy, et l'action litigieuse où il aurait pu siffler penalty après le centre de Chaïbi, mais ce qui inquiète le plus dans ce match, c'est cette passivité de tous les secteurs de jeu, une nette paralysie qui a facilité la tâche à l'adversaire, déroulant son jeu et dominant outrageusement les débats.

« La composition de départ

m'a encouragé à mettre plus d'intensité » Les spécialistes du ballon rond, ayant décortiqué la partie, étaient unanimes à dire que Petkovic a mal géré son match. Mieux, même ses joueurs n'étaient pas convaincus par ses choix, en témoignent les propos tenus par Bounedjah après le coup de sifflet final, où il a affirmé que dans le vestiaire, à la mi-temps, les joueurs s'attendaient à son entrée en jeu. Il était déçu de ne pas jouer d'entrée ni de faire son apparition avant l'heure de jeu, car tout était déjà joué à cette heure-là. Il aurait aimé débiter, et étrangement, c'est l'avis d'Eric Chelle aussi, qui a reconnu que Petkovic lui a fait ce cadeau de ne pas utiliser Bounedjah, facilitant davantage sa domination de la partie. « Quand je vois la composition de départ, je me dis : On va encore plus mettre l'intensité », a-t-il dit dès le début.

« J'ai poussé un ouf de soulagement en constatant l'absence de Bounedjah » L'absence de Bounedjah dans le onze de départ a donc fait plaisir à Chelle, car il avait grandement peur du buteur de la finale de 2019. Il savait que le fait qu'il soit devant ses défenseurs allait

les inquiéter avec sa grande capacité à intercepter les ballons dans les airs. « Pour moi, s'il y a Bounedjah, ce n'est pas la même chose, parce qu'en ayant Bounedjah, pour sortir d'un pressing, il n'y a pas trente-six mille choses : soit tu sors techniquement à une touche, soit tu mets un long ballon, et tu as ton attaquant qui cale les longs ballons et qui fait remonter le bloc (il fait référence à Bounedjah). Donc moi, je ne vois pas Bounedjah, je me dis : Ouf, les gars c'est bon, mettez plus de pression », s'est-il félicité.

« Petkovic croyait qu'on allait baisser le pied en 2e mi-temps » Chelle est nettement sur la même longueur d'ondes que l'attaquant d'Al Shamal, qui croyait, selon ses dires en zone mixte après le match, que son entraîneur allait faire appel à lui à la mi-temps. Chelle continue à raconter son match et les cadeaux interminables qu'il a reçus de la part de son adversaire du jour. Cette fois, il évoque son étonnement de voir Petkovic ne rien retoucher à la mi-temps. « Joker (il rit, il ne voulait pas polémiquer et enfoncer Petkovic avant de se lâcher). Je pense peut-être qu'il croyait qu'on

allait baisser le pied. Et puis moi, je me dis à la 60e, car en général c'est entre la 60e et la 70e minute qu'on a notre pic physique et qu'on commence à descendre. Mais finalement, dans ce match, non, on a continué. Je me disais qu'on allait peut-être baisser le pied, c'est peut-être pour ça qu'il ne change pas, parce que moi, je m'attendais à ce qu'il change aussi à la mi-temps, mais finalement il ne change pas », précise-t-il.

« La présence d'Abdelli pouvait nous bloquer comme le Maroc l'a fait » Petkovic fait ses trois premiers changements à l'heure de jeu : Hady-Moussa, Boulbina, Bounedjah entrent presque à la même minute et surtout n'apportent rien. Car sur l'autre banc, Chelle s'attendait à une autre tournure, et à l'arrivée d'un élément dont il avait peur. « Ce qui m'a le plus surpris aussi, c'est surtout le fait de ne pas utiliser le joueur qui vient de signer à l'OM (NDLR : Abdelli). En fait, ce n'était pas pour la sortie de balle ou autre, c'était plus, je me disais, pour aller dans le combat, pour couper Lookman. Parce que nous, on avait une autoroute, ça l'était durant cette CAN, un axe Iwobi-Lookman. En plus, Alex

Iwobi a été très fort dans ses passes en diagonale pour trouver Lookman. Cet axe, le Maroc l'a coupé en demies, et on n'a pas trouvé l'alternative. Pour essayer de contrer ça, c'est pour ça que je m'attendais à ce qu'il mette ce joueur (Abdelli). Je m'attendais à ça, et puis ça m'a relâché un peu plus », explique-t-il. Voilà qui résume en grande partie ce match plié facilement par le Nigeria, sur des fautes et des cadeaux offerts par les nôtres. Le rendement médiocre des trois compartiments avait une explication tactique, en plus évidemment de la nervosité engendrée par les décisions de l'arbitre, qui a joué un rôle, mais très peu déterminant. Ce témoignage, un mois plus tard, de Chelle nous renseigne sur les carences encore visibles de notre sélection. À un mois et demi du stage de mars et à quatre mois d'une Coupe du monde où le défi s'annonce grand, l'EN ne gagne pas tous ses matchs, car il y a des carences techniques, mais aussi tactiques. Petkovic le sait certainement. Il va falloir qu'il se remette très vite, ainsi que son staff, au travail, car contre l'Argentine de Messi, ce genre de fautes se paie cash et risque de nous coûter une humiliation.

Liga : Une énorme guerre se prépare pour prendre le contrôle du FC Barcelone



La campagne électorale est lancée du côté du FC Barcelone, alors que les élections présidentielles se tiendront à la mi-mars. Joan Laporta est favori à sa succession, mais il y aura de la concurrence... Lundi, Joan Laporta annonçait sa démission en tant que président du FC Barcelone. Un processus habituel et normal en années d'élections, puisqu'en mars prochain, les socios du Barça éliront celui qui sera leur président pour les cinq prochaines années. L'heureux élu prendra les commandes du club une fois la saison terminée. Si le sulfureux homme d'affaires catalan va se présenter une nouvelle fois pour un nouveau mandat, la concurrence s'annonce rude. Elu avec 54,28% des voix en 2021, Laporta reste le favori, mais il s'est loupé sur certains dossiers et il risque de le payer cher. Un récent sondage publié par Sport lui donne 45% des voix, soit moins qu'en 2021. Si les bons résultats obtenus par l'équipe d'Hansi Flick sur ces deux dernières saisons

masquent un peu tout, Laporta a par exemple très mal géré le cas Messi, promettant une prolongation de l'Argentin à l'époque, avant de s'avouer incapable de conserver la légende du club. Aujourd'hui, les deux parties sont en froid. La vente à répétition d'actifs du club en guise de leviers ne plaide également pas en sa faveur, surtout qu'au final, le club a plus ou moins toujours les mêmes soucis avec le fair-play financier de la Liga malgré tous ces stratagèmes. Le changement provisoire de stade à Montjuïc, très critiqués, et les retards dans les travaux du Camp Nou, en plus d'un retour assez chaotique avec des abonnés qui ont des problèmes de placement, sont aussi des points qui risquent de faire pencher la balance en sa défaveur.

Quelle promesse électorale pour gagner ?

En face, la concurrence sera donc coriace. Victor Font s'érige comme la principale menace pour Joan Laporta, et il peut notamment déjà compter sur le soutien d'un grand nom : Xavi Hernandez. Son

objectif, en plus d'assainir le club, est de changer ce modèle présidentieliste où tout se concentre autour du principal dirigeant, qui appartient, selon lui, à un autre temps. Il a aussi annoncé vouloir baisser le prix des abonnements pour les socios. Son approche est en tout cas ouvertement anti-Laporta et il n'hésite pas à le dézinguer à chaque apparition médiatique. D'autres outsiders comme Marc Ciria, entrepreneur aguerri, ou Xavier Vilajoana, qui souhaite revenir à un modèle plus traditionnel et historique du club basé sur la formation et l'identité catalane, auront aussi des arguments en leur faveur. Mais on le sait, pour espérer l'emporter, les candidats devront faire une ou deux grosses promesses aux socios. Laporta avait par exemple énormément misé sur la prolongation de Lionel Messi, avant d'échouer. Mais souvent, il s'agit surtout de recrues. Les candidats s'attirent ainsi les faveurs d'une star et promettent de le recruter s'ils sont élus. Et ça tombe bien, avec le probable départ de Robert Lewandowski en fin

de saison, le Barça a besoin d'une superstar en attaque et nul doute que les candidats joueront dessus. Les noms de Julian Alvarez (Atlético de Madrid) et d'Erling Haaland (Manchester City) reviennent déjà et risquent donc d'être décisifs dans les prochaines semaines.

Le Real Madrid et Lionel Messi, facteurs X ?

Dans cette guerre que vont se livrer Joan Laporta, Victor Font et les autres candidats, le Real Madrid va aussi avoir un rôle important. Les deux clubs se nourrissent de cette rivalité et de cette haine, et Laporta a quelques cadavres dans le placard à ce sujet. Effectivement, pendant la majorité de son mandat, le patron du FC Barcelone a fait copain-copain avec l'ennemi juré, avant que tout se complique ces derniers mois, notamment à cause de l'affaire Negreira ou de la Super League Européenne, projet qu'a abandonné le Barça. Beaucoup de supporters estiment que Laporta n'a pas été assez virulent avec le Real Madrid, qui de son côté n'a pas hésité à tirer à boulets rouges sur l'arbitrage prétendument pro-

Barça. Victor Font n'a d'ailleurs pas hésité à tacler l'actuel président blaugrana à ce sujet, et, conscient qu'un positionnement presque populiste contre le Real Madrid peut l'aider à gagner, a expliqué que « le Real Madrid est clairement avantagé par l'arbitrage ».

Le positionnement public de Lionel Messi est aussi très attendu à Barcelone. Nul doute que le candidat qui s'attirera les faveurs de La Pulga verra ses chances de gagner être complètement boostées, et Joan Laporta doit sûrement trembler à l'idée de voir l'Argentin prendre la parole, puisqu'il y a fort à parier qu'il se positionnera contre lui. Si Xavi s'est déjà positionné en faveur de Font comme expliqué plus haut, l'avis d'autres légendes du club comme Gerard Piqué, Andrés Iniesta ou Carlos Puyol aura aussi du poids au moment de mettre l'enveloppe dans l'urne, dans le cas où ils venaient à prendre parti publiquement. Une chose est sûre, cette campagne électorale s'annonce électrique et passionnante !



Jony Ive a encore frappé La Ferrari Luce est-elle le plus bel objet tech de 2026 ?

Le 3 février dernier, au sommet de la tour Transamerica Company, Ferrari a levé le voile sur l'intérieur de sa première voiture électrique. Face à la baie de San Francisco, Jony Ive et Marc Newson, les deux stars du design mondial réunies au sein du studio LoveFrom, ont présenté le fruit de plusieurs années de travail acharné. Baptisé Luce, ce modèle marque un « virage » esthétique et technologique pour la marque au cheval cabré. Ferrari s'entoure de deux figures majeures du design pour sa première voiture électrique. La scène choisie par le constructeur automobile italien n'avait rien d'anodin. Depuis le 27^e étage du gratte-ciel dominant la baie de San Francisco, Ferrari a officialisé le nom de son modèle électrique, jusqu'alors désigné en interne sous le code « 244 ». John Elkann, président de Ferrari, a expliqué que l'appellation « Luce » faisait référence au dôme illuminé du gratte-ciel californien. En plus du nom donné à son nouveau modèle, la marque italienne en a également profité pour dévoiler l'habitacle. Ferrari s'est pour cela entourée de références du design industriel. Est-il vraiment encore

nécessaire de présenter Jony Ive et Marc Newson ? Le premier a largement contribué à façonner l'identité visuelle d'Apple pendant deux décennies, avec des produits comme l'iMac, l'iPod ou l'iPhone. Le second partage la même attention portée aux matériaux, au détail et au minimalisme fonctionnel. Le projet a mobilisé une soixantaine de créatifs pendant plus de quatre ans. Ferrari a par ailleurs précisé que la silhouette extérieure du véhicule, encore tenue secrète, sera dévoilée au mois de mai. Quand l'héritage de Ferrari dialogue avec les codes d'Apple. À l'intérieur, la Ferrari Luce repose sur une planche de bord volontairement épurée, dominée par des écrans aux formes arrondies rappelant les codes du design et des interfaces développés chez Apple. Le bloc d'instrumentation, solidaire du volant, affiche trois cadrans à aiguilles évoquant les compteurs historiques de la marque italienne, tout en intégrant un écran central de 12,86 pouces gradué jusqu'à 320 km/h. Deux écrans latéraux fournissent des informations liées aux forces subies par le véhicule et à la gestion de la puissance électrique. Ces paramètres sont pilotés via des palettes au volant,



réparties sur cinq niveaux. L'ergonomie a été pensée pour recentrer l'attention sur la conduite, avec des écrans dédiés presque exclusivement aux informations dynamiques. Une mise sur la route attendue d'ici la fin de l'année. Le volant en aluminium recyclé, allégé de 400 grammes par rapport à un modèle standard, intègre l'essentiel des commandes, dont les modes de conduite et les réglages d'assistance. Au centre de la planche de bord, l'écran multimédia de 10,12 pouces repose sur un support articulé permettant de l'orienter vers le conducteur ou le passager. Une rangée d'interrupteurs physiques, intégrée à sa base, est dédiée à la climatisation et à la ventilation des sièges. Ferrari et LoveFrom ont

également accordé une attention particulière aux matériaux. Le verre remplace largement le plastique, notamment pour la console centrale et les commandes, produites avec le verrier américain Corning. Les écrans OLED sont fournis par Samsung, tandis que la clé électronique et le levier de vitesses adoptent eux aussi un traitement en verre poli. Ferrari a confirmé que les premiers exemplaires de la Luce sortiront d'une nouvelle usine située à Maranello avant la fin de l'année. Le constructeur n'a néanmoins pas encore communiqué de tarif officiel. La présentation de la carrosserie du véhicule est, elle, attendue au mois de mai.

Un casque à vélo gonflable qui tient dans la poche

Le port du casque sur un vélo ou sur une trottinette est un impératif mais il est vrai que c'est un compagnon un peu encombrant quand il n'est pas sur sa tête. Pourtant, la fréquence et la gravité des accidents en ville ont énormément augmenté et devraient nous inciter à la prudence. Les start-up ne sont pas en reste pour innover dans ce domaine et nous faire adopter cet équipement : les dernières trouvailles sont les casques gonflables, pliables à ranger dans sa poche. Les innovations destinées à protéger les cyclistes se multiplient. L'une des dernières en date concerne un casque gonflable, qui présente le double avantage d'être particulièrement résistant aux chocs et facile à transporter. Une start-up allemande, Inflabi,

vient de présenter un concept inédit de casque pour cycliste particulièrement pratique. Pour l'instant encore au stade de prototype, mais breveté, il combine différentes chambres à air qui, une fois gonflées, sont censées assurer une bonne protection de la tête en cas de chute. La start-up prétend même que son concept absorbe jusqu'à 4 fois plus de chocs qu'un casque traditionnel en mousse. À noter qu'il a été conçu de telle manière qu'il peut s'adapter à la taille de la tête de n'importe qui et que quelques secondes suffisent pour le gonfler puis le dégonfler. D'autre part, le fait que ce casque ne soit pas du tout encombrant pourrait également encourager tous les cyclistes qui ont l'habitude de se déplacer sans d'en utiliser enfin un, indispensable à leur sécurité.

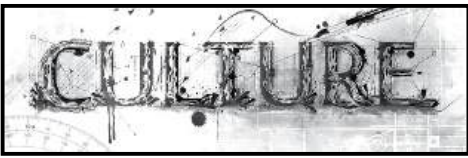


Dans l'esprit, ce concept se rapproche de ce que propose déjà la start-up française Bumpair avec son casque gonflable, doté d'une structure textile très résistante et d'air sous pression, destiné à protéger efficacement la tête. Selon le fabricant, ce casque est même jusqu'à huit fois plus protecteur qu'un casque traditionnel. La protection de la tête des cyclistes, mais aussi des

trottinettistes inspire de nombreux ingénieurs. La start-up française OBH a ainsi récemment dévoilé un prototype de son futur casque pour vélo et trottinette embarqué. L'idée est de pouvoir fixer ce casque en polypropylène expansé sur sa machine, à l'aide d'un socle dédié et connecté. Vous n'aurez ainsi plus d'excuse pour ne plus le porter et ainsi vous déplacer en toute sécurité.

En Bref...

La petite galaxie des réseaux sociaux compte un nouveau météore : Threads. Moins d'une semaine après son lancement, l'application conçue par Meta pour concurrencer Twitter compte déjà plus de 100 millions d'utilisateurs, selon le site Quiver Quantitative. En début d'année, l'application d'intelligence artificielle ChatGPT, créée par OpenAI, avait mis deux mois pour atteindre ce seuil d'utilisateurs actifs. Meta, maison mère de Facebook et d'Instagram, a inauguré mercredi dernier cette application de « microblogging », première menace majeure pour la plateforme Twitter fragilisée depuis son rachat l'année dernière par le milliardaire Elon Musk. Parmi les critiques à l'encontre du nouveau visage de Twitter figurent une modération très faible, laissant le champ libre à des contenus haineux sous prétexte de « liberté d'expression », la mise en place d'un système d'abonnement payant pour être plus visible et récemment la limitation du nombre de tweets visibles par jour. Elon Musk contre-attaque. Le nombre d'utilisateurs de Threads est encore loin de celui de Twitter, qui réunit plus de 350 millions d'utilisateurs. Mais l'application de Meta peut compter sur les synergies avec l'application très populaire de partage d'images Instagram, qui compte quelque 2 milliards d'utilisateurs actifs. Threads permet ainsi aux utilisateurs d'Instagram d'être authentifiés avec leurs identifiants existants pour poster du contenu sur la nouvelle plateforme. Elle n'est pas encore lancée dans l'Union européenne, où cette pratique semble prohibée par le règlement des marchés numériques (DMA), une nouvelle législation qui s'appliquera aux géants du numérique à partir de mars 2024, selon des experts.



Soft power algérien

L'État pose les bases d'une diplomatie culturelle d'influence

Sara Boueche

L'Algérie engage une nouvelle étape dans sa projection internationale en misant sur la diplomatie culturelle comme levier stratégique. Réunis samedi au Palais de la culture Moufdi-Zakaria à Alger, responsables institutionnels, experts, artistes, entrepreneurs et créateurs de contenu ont participé à une conférence nationale consacrée à l'élaboration d'une stratégie de soft power, destinée à renforcer l'influence du pays sur la scène mondiale.

Intitulée « Le soft power algérien : vers l'élaboration d'une stratégie nationale d'influence », la rencontre a été coprésidée par le ministre de la Communication, Zoheir Bouamama, et la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda. Elle traduit une volonté politique affirmée de fédérer les acteurs publics et ceux de la société civile autour d'un narratif national cohérent, fondé sur la valorisation du patrimoine, des arts, du sport et des médias.

Dans son allocution, Malika

Bendouda a souligné que cette initiative s'inscrit dans les efforts visant à « conforter la place culturelle de l'Algérie dans le monde, à valoriser ses symboles nationaux et à ancrer le soft power comme outil stratégique de la diplomatie culturelle et du développement ». Elle a insisté sur la nécessité d'une coordination intersectorielle impliquant ministères, acteurs économiques, artistes et sportifs, rappelant que « la promotion de l'image de l'Algérie est une responsabilité collective ».

La ministre a également mis en avant la portée symbolique de la date choisie, coïncidant avec la commémoration de la deuxième allégeance à l'Émir Abdelkader, figure emblématique incarnant, selon elle, « le modèle de l'Algérien que nous souhaitons présenter au monde : intellectuel, diplomate, chef militaire et porteur de valeurs universelles inspirées de l'identité nationale ».

De son côté, Zoheir Bouamama a affirmé que l'Algérie dispose « de tous les atouts nécessaires pour s'appuyer sur le soft power afin de se présenter à travers son histoire, son héritage, sa culture,



ses arts et son sport ». Il a appelé à la mobilisation des médias, de la société civile, des intellectuels, des influenceurs et des créateurs de contenu pour diffuser une image positive et structurée du pays à l'international.

Cette orientation, a-t-il précisé, s'inscrit dans la continuité de la vision portée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à améliorer durablement la perception de l'Algérie à l'étranger. Le ministre a également établi un lien entre ambition culturelle et dynamique économique, citant notamment la ligne minière Ouedj Gara Djebilet, Tindouf, Béchar comme exemple de réalisation

stratégique renforçant l'attractivité du pays. Il a par ailleurs salué le rôle de la diaspora algérienne, qu'il considère comme un véritable vecteur de soft power, soulignant son attachement à la patrie et sa contribution à la diffusion du narratif national.

La conférence a rassemblé plusieurs acteurs de premier plan, parmi lesquels Amar Bendjedda, président de l'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel, et Hakim Baha, représentant du Conseil du renouveau économique algérien. Panels et échanges ont permis d'examiner les différentes dimensions

de l'influence algérienne culturelle, médiatique, sportive et économique dans un contexte international marqué par une concurrence accrue pour l'attractivité et le rayonnement.

Au-delà de l'événement, cette initiative marque une inflexion stratégique dans la diplomatie algérienne. Longtemps centrée sur les instruments classiques des relations internationales, l'approche nationale intègre désormais pleinement les registres symboliques et culturels comme facteurs de puissance. Popularisé par le politologue américain Joseph Nye, le concept de soft power renvoie à la capacité d'un État à séduire et convaincre plutôt qu'à contraindre, en s'appuyant sur l'attractivité de sa culture, de ses valeurs et de ses politiques publiques.

En érigeant la culture, les médias et le sport en piliers d'influence, l'Algérie ambitionne ainsi de construire une diplomatie culturelle offensive, capable d'accompagner son développement et de renforcer durablement sa présence dans l'espace international.

Mahmoud Aroua s'éteint

Quand la médecine rencontrait la littérature

Sara Boueche

La scène littéraire algérienne est en deuil. L'écrivain et médecin Mahmoud Aroua est décédé dimanche, laissant derrière lui une œuvre singulière où se croisent savoir scientifique, sensibilité poétique et imagination romanesque. Figure discrète mais féconde des lettres algériennes, il incarnait cette rare alliance entre la rigueur du praticien et l'élan du créateur.

Médecin de formation et de profession, Mahmoud Aroua exerçait dans le quartier populaire de Belouizdad, au cœur d'Alger, où il avait repris le cabinet de son père, feu Ahmed Aroua. Parallèlement à sa carrière médicale, il n'a cessé de cultiver une passion profonde pour l'écriture, se distinguant notamment dans le roman historique et les essais consacrés à l'histoire de la médecine, un champ peu exploré dans la



production littéraire nationale.

Poète et nouvelliste, il est l'auteur de deux recueils de poésie, Origami et Fenêtre sur rêves, ainsi que d'un recueil de nouvelles, Comme un boomerang. Mais c'est surtout par ses travaux consacrés à la médecine dans la civilisation arabo-musulmane qu'il a marqué les esprits. Parmi ses ouvrages figurent notamment Ibn Rushd

le médecin, L'anesthésie et la réanimation dans l'histoire de la médecine islamique, Traitement de la douleur, de la médecine arabe à la médecine moderne, Le cœur dans la médecine arabe, Commentaire au poème de la médecine d'Avicenne : traduction, introduction et notes, ainsi que son dernier essai, Ibn Hamadush Al-Djazairi, le savant solitaire du XVIII^e siècle, paru

en 2025 aux éditions Casbah.

Dans le registre romanesque, Mahmoud Aroua a publié quatre ouvrages : L'enfant qui ne pleure jamais, Sentiments sous anesthésie, Un ange sur McDonald et Staten Island, paru en 2022. Ce dernier roman, largement salué par ses lecteurs, déploie une intrigue originale reliant deux époques séparées par un millénaire. Il met en scène Alex Morgan, jeune universitaire new-yorkais spécialiste de l'art médiéval, confronté à la maladie incurable de son épouse. Lors d'une promenade à Staten Island, il découvre une mystérieuse bouteille renfermant l'âme d'Ouria, princesse de Bagdad du IX^e siècle. À travers cette rencontre improbable, l'auteur tisse un récit où l'amour, la mémoire et la résilience traversent le temps.

Lors d'une rencontre littéraire accordée à El Moudjahid le 3

août 2023, Mahmoud Aroua expliquait : « Mon roman essaie de véhiculer un message d'espoir. En dépit des souffrances vécues par les personnages, il faut toujours s'accrocher à la vie. Je voulais faire voyager le lecteur à New York, comme Bagdad fut autrefois l'une des plus grandes villes du monde. »

Indépendamment de l'ampleur de son œuvre, Mahmoud Aroua laisse le souvenir d'un homme d'une grande modestie, généreux dans le partage du savoir, disponible et profondément cultivé. Médecin des corps et, surtout, « médecin des mots », il aura su soigner par l'écriture autant qu'il soignait par la science. Sa disparition prive la littérature algérienne d'une plume singulière, mais son héritage intellectuel et humain continuera d'éclairer lecteurs et chercheurs.



Avec le film «Coutures», Angelina Jolie espère montrer «comment continuer à vivre avec des cancers féminins»



Le film sort en salles le 18 février. L'actrice américaine et la réalisatrice française, Alice Winocour, sont les invitées mardi de France Inter.

Coutures est «un film pour comprendre comment continuer à vivre avec des cancers féminins», décrit mardi 10 février sur France Inter(Nouvelle fenêtre) Angelina Jolie. L'actrice américaine est à l'affiche de ce film d'Alice Winocour, en salles

le 18 février. Angelina Jolie, qui a elle-même subi une double ablation préventive des seins, y interprète une réalisatrice qui découvre qu'elle est atteinte d'un cancer. C'est un sujet qui est «très important pour moi, très cher à mon cœur», confie l'actrice. D'autant que le film aborde «non seulement la question du cancer mais aussi la solidarité entre les femmes, la façon dont on affronte

ensemble les difficultés de la vie». **Un film pour les femmes mais aussi pour leurs proches** «Ce film, il est pour beaucoup de gens, mais il est en particulier pour ces femmes qui sont malades du cancer et pour ceux qui les aiment, parce qu'on aborde souvent uniquement la maladie sous l'angle de la personne qui en souffre, mais il y a aussi des maris, des amants, des amantes, des enfants», poursuit Angelina Jolie. «C'est un film pour comprendre

comment continuer à vivre, en particulier avec ces cancers féminins, comment être sensuel, comment avoir une sexualité, comment rester une femme. C'est important aussi.» L'actrice a révélé en 2013 avoir fait le choix de subir une double mastectomie de manière préventive, après avoir perdu sa mère d'un cancer ovarien quelques années plus tôt. Elle a aussi choisi de montrer à ses enfants ses cicatrices pour «qu'ils

voient et qu'ils n'aient pas peur, qu'ils sachent que ce sont des choses qui peuvent arriver dans la vie, mais qu'on met notre énergie à trouver des façons de se battre et des façons de continuer à vivre, plutôt que de rester avec sa peur». **«J'espère qu'il pourra réparer d'autres que nous»** «Mes cicatrices sont un choix, un choix que j'ai fait pour rester dans ce monde aussi longtemps que possible avec mes enfants, et j'aime mes cicatrices pour cette raison. Je suis reconnaissante d'avoir eu la possibilité de faire ce choix, d'agir pour ma santé», ajoute-t-elle. L'histoire de ce film fait aussi écho à la vie de la réalisatrice Alice Winocour, qui a elle-même souffert d'un cancer. «J'écris toujours des histoires qui partent de mon intimité. Je pense qu'il y a un pouvoir consolateur du cinéma. Pour moi, c'était un peu plus qu'un film, et j'avais besoin pour l'interpréter de quelqu'un pour qui c'était aussi un peu plus qu'un film», raconte la réalisatrice. Elle ajoute avoir fait ce film «avec la volonté de célébrer la vie et de faire un film qui soit réparateur». «J'espère qu'il pourra réparer d'autres que nous», confie-t-elle.

Le musicien ghanéen Ebo Taylor, pionnier du «highlife», est mort

Cette grande figure de la musique d'Afrique de l'Ouest, dont les innovations ont inspiré de nombreux musiciens dans le monde entier, est mort un mois après avoir fêté ses 90 ans.

Le guitariste, compositeur et chef d'orchestre Ebo Taylor, légende ghanéenne du highlife et de l'afrobeat, dont la carrière sur six décennies a contribué à façonner la musique populaire moderne en Afrique de l'Ouest, est mort à l'âge de 90 ans samedi 7 février, a annoncé sa famille, selon le site de la BBC. Le porte-parole de la présidence ghanéenne, Felix Kwakye Ofori, a indiqué que le peuple du Ghana était «très attristé» par la disparition de ce «colosse» de la musique du pays. Injectant dans les rythmes ghanéens traditionnels du jazz, du funk, de la soul et des influences caribéennes, Ebo Taylor a été le pionnier du highlife, un style musical mélodique et dansant, inspirant nombre de musiciens africains. Le highlife a été inscrit le 10 décembre 2025 sur la liste du



patrimoine culturel immatériel de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), une reconnaissance internationale majeure pour l'une des traditions musicales les plus influentes d'Afrique de l'Ouest. Depuis samedi, les hommages

du monde de la musique affluent. Car l'influence d'Ebo Taylor s'étendait bien au-delà du Ghana, des éléments de sa musique apparaissant dans des enregistrements de soul, de jazz, de hip-hop et d'afrobeat, des genres qui dominent aujourd'hui les charts africains et mondiaux.

Fructueux échanges avec Fela Kuti Né Dero Taylor à Cape Coast (sud-ouest du Ghana) en 1936, il a commencé à se produire dans les années 1950, alors que le highlife s'imposait comme le son dominant au Ghana dans les années qui ont suivi l'indépendance. Connu pour ses lignes de guitare complexes et ses riches arrangements de cuivres, il a joué avec des groupes de premier plan, notamment les Stargazers et le Broadway Dance Band. Au début des années 1960, il se rend à Londres pour étudier la musique, où il travaille aux côtés d'autres musiciens africains, dont le pionnier nigérian Fela Kuti. L'échange d'idées entre les deux hommes, tous deux fans de jazz et de musique américaine, sera plus tard considéré comme déterminant pour le développement de l'afrobeat, mélangeant le highlife avec le funk, le jazz et la soul politique. De retour au Ghana en 1965, Taylor, devient l'un des arrangeurs et producteurs les plus recherchés du pays, travaillant

avec des stars telles que Pat Thomas et CK Mann tout en dirigeant ses propres groupes. Ses compositions, notamment Love & Death, Heaven, Odofo Nyi Akyiri Biara et Appia Kwa Bridge, ont retrouvé une attention internationale plusieurs décennies plus tard, lorsque des DJ et des labels ont réédité sa musique. Ses grooves ont été échantillonnés par des artistes hip-hop et R&B et ont contribué à faire découvrir le highlife ghanéen à un nouveau public international. Taylor a continué à tourner jusqu'à ses 80 ans, se produisant à travers l'Europe et les États-Unis et consolidant son statut de figure culte auprès des nouvelles générations. Pour beaucoup, il restait un symbole de l'âge d'or du highlife et d'une génération qui a porté la musique ghanéenne sur la scène mondiale.



Hypertension artérielle : Quels thés choisir pour protéger son cœur ?

Le thé peut-il vraiment aider à protéger le cœur quand on a une tension un peu trop élevée ? Oui, à condition de bien comprendre ses effets et de faire les bons choix. L'hypertension artérielle touche près d'un adulte sur trois (source 1). Souvent silencieuse, elle fatigue le cœur et fragilise les artères sur le long terme, ce qui augmente le risque d'infarctus et d'AVC. Bonne nouvelle : en complément d'un suivi médical, de petits gestes du quotidien peuvent aider, comme la consommation de thé. Mais tous les thés ne se valent pas. On fait le point avec la Dre Anne-Laure Laprerie, cardiologue au CHU de Nantes et vice-présidente de la Fédération Française de Cardiologie (FFC).

Est-ce que le thé fait monter la tension artérielle ?

C'est une question fréquente, et tout à fait légitime. Mais la réponse est plutôt rassurante : pour la plupart des personnes, le thé ne fait pas grimper la tension artérielle. « Le thé contient de la caféine, aussi appelée théine. Chez les personnes qui n'en consomment pas régulièrement, elle peut entraîner une légère hausse transitoire de la tension artérielle. Mais cet effet disparaît en cas de consommation régulière », indique la Dre Laprerie. Autrement dit, cette petite variation n'a pas de conséquences significatives pour une personne hypertendue dont la tension est bien suivie et traitée. Le thé peut même présenter quelques bienfaits pour la santé ! Pourquoi le thé peut aider en cas d'hypertension ? Comme nous l'explique la Dre Laprerie, le thé contient des polyphénols, de puissants antioxydants qui jouent un rôle protecteur pour le système cardiovasculaire. « Ils aident à préserver les parois des vaisseaux sanguins et à limiter certains mécanismes qui favorisent l'hypertension », précise l'experte.

Comment le thé agit sur la tension artérielle ?

Les polyphénols présents dans le thé ont plusieurs effets bénéfiques :
• Ils limitent l'inflammation. Or



l'inflammation chronique peut rendre les artères plus rigides et augmenter la pression sanguine.

- Ils favorisent la production d'oxyde nitrique. Cette molécule aide les vaisseaux à se dilater, ce qui facilite le flux sanguin et contribue à maintenir une tension stable.

- Ils améliorent la souplesse des artères. Des artères plus élastiques permettent au sang de circuler plus facilement, ce qui réduit la charge sur le cœur et diminue la tension artérielle. À savoir : les effets bénéfiques du thé ne sont pas immédiats. Une consommation régulière sur au moins trois mois semble nécessaire pour observer une amélioration notable de la tension artérielle (source 2). Le thé ne remplace ni les traitements ni une bonne hygiène de vie ! Il est important de le rappeler : le thé ne remplace jamais les traitements médicaux. Il s'inscrit avant tout dans une démarche globale de prévention et de bien-être. « Sa consommation peut être intéressante lorsque la tension artérielle est normale ou légèrement élevée », précise la Dre Laprerie. Mais pour garder sa tension sous contrôle, il est essentiel de combiner cette habitude à d'autres bonnes pratiques :

- Limiter sa consommation d'alcool.
- Adopter une alimentation équilibrée : privilégier fruits, légumes, céréales complètes et réduire le sel.
- Pratiquer une activité physique régulière : même une simple marche

quotidienne contribue à la santé cardiovasculaire. « En cas d'hypertension, il faut toujours consulter et suivre rigoureusement son traitement », insiste l'experte. Le thé peut être un petit allié du quotidien, mais il ne remplace jamais les conseils et soins d'un professionnel de santé.

Thé vert, noir ou blanc : quel thé boire en cas d'hypertension artérielle ?

Tous les thés viennent de la même plante, Camellia sinensis. Ce qui change, c'est leur transformation. « En théorie, le thé vert est un petit peu supérieur en termes de bénéfices sur la santé cardiaque », indique la cardiologue. Le thé vert, le grand allié du cœur Le thé vert est peu transformé et conserve davantage les catéchines, un type de polyphénols particulièrement intéressant pour la santé des artères. Il peut ainsi aider à réguler légèrement la tension artérielle et améliorer la santé cardiaque.

Comment le consommer ?

- 2 à 3 tasses par jour.
- Évitez d'ajouter trop de sucre ou de miel pour ne pas contrer les bienfaits.
- Préférez le matin ou le début d'après-midi pour éviter de perturber le sommeil. Le thé noir, avec modération Le thé noir est plus oxydé que le vert et contient donc moins de catéchines. Il peut tout de même contribuer à une légère baisse de la tension mais contient plus de caféine stimulante, prévient la Dre Laprerie

Comment le consommer ?

- 1 à 2 tasses par jour,
- Évitez d'en boire après 16h pour ne pas gêner le sommeil.
- Si vous êtes sensible

à la caféine, privilégiez une version décaféinée. Le thé blanc, une alternative douce Le thé blanc est le moins transformé et contient très peu de caféine. C'est une bonne option si vous êtes sensible aux stimulants ou si vous consommez du thé tout au long de la journée.

Et les tisanes : sont-elles utiles contre l'hypertension ?

Oui, certaines tisanes peuvent être de véritables alliées contre l'hypertension. Elles peuvent contribuer à détendre les vaisseaux, apaiser le cœur et réduire le stress, sans effets stimulants. Les plantes à privilégier :

- L'hibiscus. Plusieurs études montrent qu'une consommation régulière peut contribuer à faire baisser la tension artérielle. Les effets varient selon la quantité consommée et la sensibilité de chacun (source 3).
- Les feuilles d'olivier. Les feuilles d'olivier sont riches en composés actifs comme l'oleuropéine, reconnue pour son effet hypotenseur (source 4).
- L'aubépine. Une méta-analyse récente indique que la consommation d'aubépine peut légèrement réduire la tension systolique et diastolique après plusieurs semaines, bien que les effets varient selon les dosages et les études (source 5).

Comment consommer ces tisanes ?

- Mettez sur 1 à 3 tasses par jour, selon vos goûts.
- Infusez 5 à 10 minutes pour bien libérer les principes actifs.
- Vous pouvez varier les plantes pour profiter de leurs bienfaits complémentaires.

Le bon réflexe : certaines plantes peuvent interagir avec des médicaments ou ne pas convenir à certaines personnes (grossesse, troubles cardiaques, insuffisance rénale...). Demandez toujours conseil à votre pharmacien ou à votre médecin avant d'en consommer régulièrement.

Faut-il éviter certains thés quand on est hypertendu ?

Oui, il vaut mieux rester vigilant. Certains thés ou infusions peuvent augmenter temporairement la tension, surtout s'ils sont très concentrés ou stimulants. À limiter ou consommer avec précaution :

- Les thés très forts. Si vous n'êtes pas habitué à boire du café, la tasse est concentrée, plus la caféine peut faire monter la tension.
- Les infusions à la réglisse. La réglisse peut augmenter la tension artérielle. Il ne faut pas en abuser, et elle doit être évitée en cas de tension élevée.
- Les thés énergisants ou aromatisés au guarana. Les boissons contiennent souvent de la caféine supplémentaire qui peut accentuer la pression artérielle. Les bons réflexes pour boire du thé sans risque
- Ne dépassez pas 3 tasses par jour pour les thés les plus riches en caféine.
- Buvez le thé loin de vos repas si vous avez tendance à manquer de fer, pour ne pas nuire à son absorption.
- Écoutez votre corps : si vous souffrez de palpitations (sensation de cœur qui bat vite), c'est le signe qu'il faut réduire votre consommation !
- Parlez à votre médecin en cas de doute, surtout si vous prenez des médicaments ou souffrez de troubles cardiovasculaires.
- Privilégiez les thés biologiques : cela limite l'exposition aux résidus de pesticides et aux microparticules plastiques. En résumé, le thé est un allié doux et naturel pour le cœur. Thé vert, thé blanc ou tisanes bien choisies : les options sont nombreuses. L'essentiel est de rester régulier, modéré et attentif à ses sensations. Et surtout, en cas d'hypertension, ne modifiez jamais votre traitement sans avis médical !



Le fameux régime «soupe aux choux» fait-il vraiment maigrir ? Voici la vérité

Le régime de la soupe aux choux est un programme amaigrissant à très basses calories qui permet de perdre rapidement du poids. Très difficile à suivre au quotidien au vu de son menu unique à base de soupe aux choux, il ne doit pas durer plus de 7 jours. Contraignant mais court, le régime de la soupe aux choux fait partie des plus connus. Il promet une perte de poids de 2 à 5 kilos en une semaine mais les résultats dépendent d'un nombre important de facteurs : âge, sexe, morphologie... Et les effets sur la santé sont en prendre en considération.

Comment suivre le régime soupe aux choux ?

La soupe aux choux est rassasiante et brûle les graisses. Vous devrez en consommer à chaque début de repas (petit-déjeuner, déjeuner, collation et dîner). La soupe doit être composée de plusieurs légumes tels que du chou, des tomates, de l'ail, de l'oignon, du poivron, des carottes, du céleri et du persil, mais sans pomme de terre. Vous pouvez également y ajouter des épices comme le curry.

Quelles recettes de soupes aux choux pour mincir ?

Voici quelques idées faciles et peu coûteuses pour réaliser des soupes aux choux savoureuses et brûles-graisses.

Quels sont les aliments



autorisés pendant un régime soupe au chou ?

- Jour 1 : les fruits
- Jour 2 : légumes
- Jour 3 : fruits + légumes
- Jour 4 : banane (3 maximum) + lait écrémé
- Jour 5 : bœuf cuisiné sans matière grasse ou volaille sans peau
- Jour 6 : bœuf, veau, volaille sans peau et cuits sans matière grasse + légumes
- Jour 7 : riz complet, jus de fruits sans sucres ajoutés + légumes

Quels sont les aliments interdits pendant un régime soupe au chou ?

Le régime soupe aux choux est très restrictif. A l'exception des aliments conseillés, tous les

autres sont interdits
Charcuteries
Matières grasses : beurre, huile, crème fraîche
Produits sucrés : confiture, chocolats, biscuits...
Fromages et lait entiers
boissons alcoolisées

Comment stabiliser son poids après le régime soupe aux choux ?

A la fin de la première semaine, vous pourrez au fur et à mesure enrichir votre alimentation avec des fruits puis des légumes, ou encore du bœuf ou du riz complet. Côté boisson, vous pouvez ingérer de de beau, du café ou du thé sans sucre. Les jus de fruits sans sucres ajoutés



peuvent être introduits le 7e jour. Pour éviter les fringales et arriver rapidement à satiété, il est recommandé de boire un bol de soupe le matin et avant le dîner. Enfin, veillez à préserver un laps de temps de deux semaines minimum avant de recommencer si besoin.

Est-ce qu'on peut faire du sport pendant un régime soupe aux choux ?

Etant donné que c'est un régime hypocalorique (600kcal) à courte durée, l'apport énergétique s'avère très faible. Il vaut donc mieux éviter toute activité physique. Celle-ci augmenterait la dépense énergétique pouvant provoquer ainsi de l'hypoglycémie, un malaise

vagal et augmenter le risque d'accident cardio-vasculaire.

Est-ce que le régime soupe aux choux est dangereux ?

Ce régime très basses calories est interdit aux enfants, aux femmes enceintes, aux seniors et aux personnes avec des problèmes de santé (diabète, hypertension). Les risques pour l'organisme (problèmes cardiovasculaires, calculs biliaires, hypoglycémie..) peuvent d'autant plus s'accroître si la diète se prolonge au-delà de 7 jours. Comme pour toutes les régimes amincissants, il est préférable de consulter son médecin avant de se lancer.

Pas besoin de le noyer dans la crème Le gratin dauphinois est bien fondant quand on connaît le bon geste



Votre gratin dauphinois manque souvent d'onctuosité ? Selon Julie Andrieu, un geste simple suffit à corriger le problème.

Le gratin dauphinois, ce n'est pas juste un gratin de patates. C'est un

plat «révolutionnaire». Et pas seulement parce qu'il a participé à forger notre patrimoine culinaire. Sa première mention écrite remonterait en effet aux préludes de la Révolution française. Plus précisément au 12 juillet 1788, jour où il fut servi à la table du

duc Charles-Henri de Clermont-Tonnerre, alors lieutenant général du Dauphiné, qui recevait les officiers de la ville de Gap à dîner. Son origine exacte demeure pour autant inconnue. On sait seulement que la « patate » apparaît en Italie en 1565, puis en Suisse en 1589, avant de franchir les monts alpins pour gagner progressivement les cuisines du sud-est de l'Hexagone entre le XVIe et le XVIIe siècle. Il faudra néanmoins attendre le XIXe siècle pour que le fameux plat gratiné se popularise dans les auberges du Vercors.

À quoi tient son succès ? Au moins autant à sa générosité qu'à son humilité. Ses ingrédients, simples, sont volontairement peu nombreux : des pommes de terre taillées en fines rondelles

régulières, du lait et de la crème pour assurer la liaison, éventuellement quelques gousses d'ail et une pincée de noix de muscade pour le parfumer, du sel et du poivre. Rien de plus. Surtout pas de fromage, sous peine de le transformer en gratin savoyard (et de réveiller les rivalités). Oui, difficile à croire que cette croûte dorée qui se forme à la surface est uniquement le fruit du lait qui cuit. C'est là toute sa magie...

Mais pour jouer les sorciers gratinés, encore faut-il déjouer un certain nombre de pièges. Comme cette erreur fréquente que pointe Julie Andrieu sur sa chaîne YouTube. «Il faut éviter de poser les pommes de terre même joliment dans le plat, puis de les recouvrir de crème, car la crème ne va pas réussir à rentrer

entre chaque rondelle», explique l'animatrice culinaire. On perd alors en liant et en crémeux. Il convient donc de prendre quelques minutes pour enduire uniformément les tranches de crème, à la main, en les séparant une à une pour qu'elles soient toutes bien enrobées. Nul besoin donc, de noyer le gratin sous la crème : une bonne répartition suffit pour que les pommes de terre l'absorbent.

À noter que Julie utilise exclusivement de la crème dans sa recette, mais l'astuce reste évidemment valable si vous la coupez avec du lait. Un geste qui paraît complètement anodin, mais qui fait toute la différence à la découpe et à la dégustation !

Mort de Catherine O'Hara

Plusieurs jours après sa disparition, on sait enfin de quoi l'actrice de Maman, j'ai raté l'avion est décédée

Le monde du cinéma a pleuré la disparition de Catherine O'Hara, le 30 janvier dernier. Moins de deux semaines après la mort de l'actrice canado-américaine, TMZ révèle les causes exactes qui ont emporté la comédienne de 71 ans.

Catherine O'Hara s'en est allée. Le 30 janvier dernier, l'actrice a rendu son dernier souffle à l'âge de 71 ans. Les médias américains ont révélé que peu de temps avant son décès, la comédienne avait été admise à l'hôpital. D'après TMZ, elle se trouvait alors dans un «état grave», nécessitant une prise en charge. Dans une interview accordée à Kathryn Hall la star avait confié être née avec une maladie génétique rare qui entraînait une disposition inhabituelle de certains de ses organes. Dans son cas particulier, Catherine O'Hara souffrait de dextrocardie. Cette affection – qui

ne nécessite aucun traitement – s'appelle le situs inversus, une maladie qui toucherait plus ou moins une personne sur 10 000. Pour autant, les circonstances exactes de sa disparition n'avaient pas été connues. Mais, ce lundi 9 février, TMZ fait des révélations sur ce qui a causé la mort de l'éternelle actrice de Maman, j'ai raté l'avion. Catherine O'Hara : l'actrice est décédée des suites d'une embolie pulmonaire. Moins de deux semaines après sa disparition, TMZ révèle ce lundi 9 février que la veuve de Bo Welch est décédée des suites d'une embolie pulmonaire, comme l'a confirmé le bureau du médecin légiste du comté de Los Angeles. «La cause immédiate du décès d'O'Hara est une embolie pulmonaire, le cancer du rectum étant la cause sous-jacente», apprend-on. Provoquée par la migration et



l'immobilisation d'un caillot de sang dans l'une des artères pulmonaires, l'embolie pulmonaire est le plus souvent la complication d'une thrombose veineuse au niveau des jambes ou du bas-

sin. Est-ce une conséquence de la dextrocardie ? Pour l'heure, les médecins ne se sont pas prononcés. **Macaulay Culkin inconsolable suite à la disparition de Catherine O'Hara**

Lorsque les médias américains ont appris la mort de Catherine O'Hara, Macaulay Culkin, qui a joué le rôle du fils de la comédienne dans la saga Maman, j'ai raté l'avion, a été l'un des premiers à s'exprimer sur son compte Instagram. «Maman. Je pensais que nous avions le temps. J'en voulais encore. Je voulais m'asseoir sur une chaise à côté de toi. Je t'ai entendue. Mais j'avais encore tant de choses à te dire. Je t'aime», avait écrit le mari de Brenda Song, avant de conclure par un «Je te verrai plus tard», qui en disait long sur l'immense tristesse qui l'a traversé à ce moment précis. Sur les réseaux sociaux, de nombreux acteurs qui ont côtoyé l'immense actrice ont rendu hommage à la comédienne star qu'ils n'oublieront jamais.

Le prince héritier saoudien fait visiter At-Turaif au prince William



Le prince héritier saoudien Mohammed bin Salman a fait visiter lundi au prince William de Grande-Bretagne At-Turaif, un site du patrimoine mondial de l'UNESCO situé à Diriyah. Le district d'At-Turaif est situé au cœur de Diriyah, au nord-ouest de Riyad, et constitue l'un des sites patrimoniaux les plus importants d'Arabie saoudite. Diriyah est le lieu de naissance

du premier État saoudien. La visite du prince William comprenait une exposition du style architectural Najdi dans le district d'At-Turaif, où il a vu les palais des imams et des princes du premier État saoudien. Il a notamment visité le palais de Salwa, l'un des palais historiques qui ont servi de centre de gouvernement au cours du premier État saoudien. Le prince de Galles effectue sa

première visite officielle en Arabie saoudite. Il est arrivé dans la capitale, Riyad, lundi soir. Le prince a été accueilli par des officiels, dont le gouverneur adjoint de la région de Riyad, le prince Mohammed bin Abdulrahman bin Abdulaziz. L'ambassadeur britannique au Royaume, Stephen Hitchen, était également présent.

À Dubaï, la Saint-Valentin se raconte à table

À Dubaï, la Saint-Valentin ne se limite plus au simple dîner à deux. Certaines adresses cherchent désormais à raconter une histoire, à créer un moment qui dépasse l'assiette. C'est le cas de Three Cuts Steakhouse et de Sal's Bistrot, deux restaurants qui proposent cette année des formats très différents mais animés par une même idée : célébrer le partage, la mémoire et la générosité des saveurs. **Three Cuts Steakhouse : l'élégance sans rigidité** Perché sur le rooftop du Palm Jumeirah Mall, Three Cuts mise pour le 14 février sur une expérience pensée comme un tout, où la gastronomie dialogue avec le décor et le souvenir. Loin des démonstrations ostentatoires souvent associées à la Saint-Valentin, l'adresse cultive une élégance plus décontractée, fidèle à son ADN.



Le menu dégustation en trois temps, conçu pour être partagé, commence par une série d'entrées qui jouent sur les textures et la précision des saveurs : gratin d'huîtres aux épinards crémeux, carpaccio de saumon à l'orange et à la betterave, ou encore arancini aux champignons sauvages. Le plat principal laisse le choix entre deux classiques du steakhouse, travaillés avec sobriété et rigueur, accompagnés de garnitures saisonnières.

Le dessert, un gâteau "Be Mine" à partager, clôt le repas sur une note ludique et régressive. Mais c'est peut-être le détail extraculinaire qui marque le plus : chaque couple repart avec une photographie Polaroid prise sur place. Un geste simple, presque nostalgique, qui inscrit la soirée dans le temps long, au-delà de l'événement lui-même. **Sal's Bistrot : le romantisme en version décontractée** À Jumeirah Islands, Sal's Bistrot



aborde la Saint-Valentin sous un angle plus libre et quotidien. Pendant toute la semaine du 9 au 15 février, le restaurant propose un plateau de sushis conçu pour deux, à savourer sur place, en terrasse au bord du lac, ou à emporter. Présenté comme « un peu d'amour sur une planche en bois », l'assortiment rassemble des pièces emblématiques de la maison : saumon épicé croustillant, nigiri de thon, sashimi de saumon, rainbow

maki, volcano maki et California maki. Les produits proviennent de Le Fumoir by Joe Bassili, structure familiale reconnue pour son travail du poisson depuis plus de trois décennies dans la région. Ici, pas de mise en scène sophistiquée, mais une invitation à partager, à picorer, à prolonger le moment. Sal's Bistrot confirme ainsi sa place d'adresse de quartier chic, où la Saint-Valentin peut se vivre sans contrainte de date unique ni de rituel figé.

Annaba :

La brigade de protection des personnes vulnérables renforce la sensibilisation des élèves aux dangers de la drogue

S.F

La Brigade de Protection des Personnes Vulnérables a poursuivi récemment ses actions de sensibilisation auprès des élèves des établissements scolaires, dans le cadre d'un programme national de prévention des comportements à risque. Ces séances, centrées sur les dangers liés à la consommation de drogues, visent à informer les jeunes sur les conséquences sanitaires, sociales et légales de l'usage de substances illicites. Organisées en coordination avec les autorités éducatives et les partenaires locaux, ces interventions s'inscrivent dans une approche globale de protection de la jeunesse. Elles

impliquent la participation d'experts en santé publique, de psychologues et de représentants des forces de sécurité, qui présentent des contenus pédagogiques adaptés à chaque tranche d'âge. L'objectif principal est de sensibiliser les élèves dès leur jeune âge afin de prévenir la propagation de comportements à risque et de renforcer leur capacité à faire des choix responsables.

Les séances abordent notamment les effets physiologiques et psychologiques des drogues, les risques d'addiction, les impacts sur la réussite scolaire et les relations familiales, ainsi que les répercussions légales en cas de consommation ou de détention. Les intervenants mettent également l'accent sur

l'importance de l'entraide et de la communication, encourageant les élèves à parler de leurs difficultés et à demander de l'aide en cas de besoin.

Selon les responsables de la brigade, ces actions contribuent non seulement à prévenir l'usage de drogues, mais aussi à instaurer une culture de vigilance et de responsabilité parmi les jeunes. Elles permettent également de renforcer les liens entre les établissements scolaires, les familles et les services de protection, créant un réseau de soutien et de suivi efficace pour les élèves vulnérables.

La brigade souligne que la réussite de ces initiatives repose sur une coordination étroite avec tous les acteurs locaux, y compris les associations de



parents, les établissements de santé et les autorités municipales. Ce partenariat garantit que les messages transmis sont cohérents, adaptés aux réalités locales et suivis d'actions concrètes pour accompagner les jeunes dans leur parcours scolaire et personnel. Enfin, la brigade réaffirme son engagement à poursuivre

et élargir ces programmes de sensibilisation, convaincue que l'information et l'éducation constituent les principaux outils pour prévenir la consommation de drogues et protéger la jeunesse. Ces initiatives s'inscrivent dans la politique globale de sécurité et de prévention des risques, contribuant à bâtir une société plus sûre et mieux informée.

Agence algérienne de promotion de l'investissement : Rekkache souligne l'importance du développement de la sous-traitance industrielle pour renforcer l'intégration locale

Le Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), M. Omar Rekkache, a mis en avant, mardi à Oran, l'importance du développement de la sous-traitance industrielle en tant que mécanisme efficace pour augmenter les taux d'intégration locale et pour bâtir des chaînes de valeur nationales capables de renforcer la compétitivité de l'économie nationale et de réduire les importations.

Dans une allocution prononcée à l'ouverture de la première édition du Salon "Mechanica Algeria 2026", dédié à l'industrie automobile, à la sous-traitance et aux pièces de rechange, M. Rekkache a indiqué que l'efficacité de l'investissement productif ne se mesure pas uniquement à la taille des grandes unités industrielles ou au volume des investissements, mais surtout à la capacité de ces investissements à s'appuyer sur un tissu national de sous-traitants qualifiés, capables de fournir des composants, des pièces de rechange et des services industriels répondant aux normes de qualité, de coût et de délais.

Le responsable a estimé que la sous-traitance industrielle constitue aujourd'hui "la base essentielle pour relever le taux

d'intégration locale et s'insérer dans les chaînes de valeur nationales, régionales, voire mondiales", ajoutant que son développement représente l'un des enjeux stratégiques majeurs de la phase actuelle.

Dans ce contexte, il a souligné qu'"une part importante des importations nationales concerne des composants pouvant être localisés en Algérie si un réseau de sous-traitance organisé, qualifié et intégré au système industriel est mis en place", précisant que toute augmentation progressive du taux d'intégration locale se répercutera directement sur la réduction de la facture des importations.

Par ailleurs, M. Rekkache a mis en lumière les efforts déployés pour renforcer les opportunités de sous-traitance industrielle à travers les initiatives supervisées par le groupe Stellantis Algérie, producteur des véhicules de la marque Fiat.

Il a notamment rappelé la participation récente de l'AAPI à une rencontre tenue à Turin (Italie), ayant réuni plus de 170 entreprises activant dans le domaine de la sous-traitance, dans le but de mettre en relation les opérateurs algériens avec des fabricants.

Il a réaffirmé, dans ce cadre, l'engagement de l'Agence



algérienne de promotion de l'investissement, en tant qu'organe central de soutien à l'investissement, à poursuivre ses efforts pour encourager la sous-traitance industrielle et attirer des investissements intégrés, notamment au profit des start-up et des petites et moyennes entreprises.

De son côté, le président de la Bourse de sous-traitance et de partenariat de l'Ouest, M. Rachid Bekhchi, a indiqué que l'Algérie est effectivement passée à une phase de réalisations concrètes grâce à une forte volonté politique, ce qui s'est traduit par le développement d'une base industrielle reposant sur des normes élevées de précision et de qualité, contribuant à la localisation des technologies avancées, en particulier dans l'industrie des véhicules.

Il a ajouté que le nouveau cadre législatif a instauré un climat d'investissement incitatif, faisant de la sous-traitance "le nerf de

l'industrie nationale".

Il a également précisé que la Bourse de sous-traitance et de partenariat de l'Ouest œuvre à l'organisation de ce secteur à travers l'élaboration d'une cartographie des capacités nationales, la mise en relation des PME avec les grands fabricants et l'accompagnement des opérateurs dans l'obtention des certifications de conformité internationales.

Pour sa part, le délégué régional Ouest du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), M. Mohamed-Amine Tazi, a souligné que le Salon "Mechanica Algeria 2026" constitue une étape-clé pour les acteurs de l'industrie mécanique et de la sous-traitance industrielle, ainsi qu'un espace professionnel propice à la construction de partenariats et à la promotion de l'investissement et de la production locale.

Il a indiqué que le choix d'Oran pour abriter cet événement reflète son statut et son potentiel en tant que pôle industriel.

Le même intervenant a insisté sur la conviction du Conseil du renouveau économique algérien selon laquelle la construction d'une économie nationale forte passe inévitablement par une production locale à forte valeur ajoutée. Il a également rappelé

que l'industrie mécanique constitue une base essentielle pour l'ensemble des secteurs économiques, affirmant que la transition de l'importation vers la fabrication et la souveraineté industrielle passe par le soutien à ce secteur vital.

Enfin, le Directeur général de Stellantis Algérie, M. Badji Raoui, a annoncé la signature, à l'occasion de ce Salon, de cinq nouveaux partenariats, dont un dans le domaine du façonnage mécanique des tôles, ainsi que quatre autres partenariats visant à soutenir la fabrication locale de pièces de rechange, qualifiant cette démarche d'étape qualitative dans le développement de la production selon le système CKD. M. Raoui a, d'autre part, réitéré l'engagement du groupe à atteindre un taux d'intégration locale supérieur à 30% à l'horizon 2026.

Il a également précisé que l'entreprise expose, lors de ce Salon, des composants et des pièces de rechange produits localement, fruits d'une coopération avec 16 fournisseurs algériens pour l'usine et 13 autres pour le service après-vente, faisant de cet événement une opportunité d'échange d'idées et d'exploration de nouvelles perspectives de coopération avec les acteurs de la sous-traitance.